

LA VALORISATION DU CAFÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 Mai 1938, à 14 heures

PAR

ALBERT MOURIER

MEMBRES DU JURY :

Président : M. Roger PICARD, Professeur

Suffragants { M. NOYELLE, Professeur.
M. NOGARO, Professeur.

LES ÉDITIONS DES PRESSES MODERNES
AU PALAIS ROYAL
PARIS 1938

La Valorisation du Café

LA VALORISATION DU CAFÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 Mai 1938, à 14 heures

PAR

ALBERT MOURIER

MEMBRES DU JURY :

Président : M. Roger PICARD, Professeur

Suffragants

M. NOYELLE, Professeur.

M. NOGARO, Professeur.

LES ÉDITIONS DES PRESSES MODERNES
AU PALAIS ROYAL
PARIS 1938

La Faculté n'entend donner aucune
approbation ni improbation aux opi-
nions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs



INTRODUCTION

Les pouvoirs publics sont souvent intervenus dans l'établissement des prix, soit dans l'intérêt des producteurs, soit dans l'intérêt des consommateurs. La crise générale d'effondrement des prix, qui a sévi sur le monde entier, depuis 1929, a déterminé de nombreux Etats à prendre des mesures très diverses, soit en vue de stimuler la demande, soit en vue de réduire les offres surabondantes.

Le moyen le plus fréquemment usité pour restreindre l'offre et empêcher la baisse des prix, consiste à entraver l'entrée des marchandises étrangères dans un pays, par des mesures douanières, droits de douane, contingents, ou à favoriser par des primes, l'exportation des produits nationaux.

Ces mesures ont pour objet de favoriser la production nationale et de lui permettre de lutter contre la concurrence étrangère. Les droits de douane sont même un élément d'une politique permanente de protection. La politique des valorisations tend aussi à encourager les producteurs, en soutenant les cours à un niveau supérieur au prix de revient, mais sans chercher à favoriser les nationaux par rapport aux étrangers. La hausse cherchée et obtenue sur les produits du pays, aura mêm-

me souvent pour effet de restreindre les débouchés au profit de la concurrence étrangère.

La valorisation consiste essentiellement dans une rarefaction artificielle des quantités offertes sur le marché. Tantôt, l'Etat achète une partie d'une récolte surabondante et attend, pour l'offrir sur le marché, une année de production déficitaire ; tantôt, il réglemente le mouvement des récoltes et des exportations, et oblige les producteurs à stocker une partie de leur récolte dans des magasins régulateurs. En vue de valoriser les cours, les pouvoirs publics complètent parfois ces mesures de stockage, par la destruction de quantités surabondantes, ou, par une politique à plus longue échéance, par la limitation de la production.

Plusieurs Etats ont pratiqué sur une plus ou moins large échelle, la politique de revalorisation : la Grèce, pour les raisins secs, l'Italie, pour le soufre, la France, pour le blé et la vigne, le Brésil, pour le café, le caoutchouc et le cacao.

La politique de valorisation du café a pris, au Brésil, une ampleur considérable, par l'importance des quantités sur lesquelles elle a joué et par la longue durée de la période (plus de 30 ans), où elle a été appliquée. A la différence de la protection douanière, la valorisation est, en général, envisagée comme une mesure temporaire, destinée à remédier à un état accidentel de surproduction. D'abord, considérée au Brésil, en 1907, sous cet angle, la valorisation s'y est installée comme une politique de défense permanente du café, jusqu'à la date toute récente, où le coup d'état du président Vargas, a déterminé un changement de politique en matière cafetière.

Le Brésil offre ainsi, pour l'étude de cette forme d'intervention économique, un champ d'expérience, particulièrement intéressant à observer, pour les Etats tentés de chercher dans une politique de cette nature, un procédé de défense de leur production nationale.

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLÈME DE LA SURPRODUCTION DU CAFÉ

SECTION I

Augmentation de la production mondiale

La production mondiale du café a connu depuis un siècle un prodigieux développement. Alors que la récolte moyenne de la période de 1821 à 1830 n'avait pas dépassé 1.650.000 balles de 60 kilogs, elle accusait déjà près de 5 millions de sacs (4.895.000) dans la décade 1851-1860 et, suivant une augmentation à peu près continue elle avait doublé (9.952.000) en 1881-1890. La moyenne de la période suivante atteint 12.155.000 sacs ; elle s'élève à 16.393.000 dans l'intervalle 1901-1905, grâce à la campagne 1901-1902, qui avoisine les 20 millions de sacs (19.929.000). La campagne 1906-1907 donne 23.786.000, elle éveille les premières inquiétudes et marque le début de la politique de défense du café. Ce chiffre record devait être cependant dépassé à plusieurs reprises, de 1910-1911 à 1936-1937 (1). Pendant cette période, la

(1) Les campagnes caféières se comptent du 1^{er} Juillet au 30 Juin.

récolte 1919-1920 est seule inférieure à 15 millions de sacs (13.644.000) ; dix campagnes donnent entre 15 et 20 millions de sacs ; six, de 20 à 25 millions ; 4 de 25 à 30 millions ; quatre de 30 à 40 millions de sacs : 1927-1928 (35.301.000) ; 1931-1932 (37.148.000) ; 1933-1934 (39.551.000) ; 1936-1937 (38.562.000). L'année 1929-1930 dépasse les 40 millions de sacs (40.447.000).

SECTION II

Augmentation de la consommation mondiale

En présence de chiffres aussi impressionnants, une question vient naturellement à l'esprit : la consommation a-t-elle été en mesure de suivre le rythme aussi rapide de la production ? Les buveurs de café ont-ils réussi à absorber les millions de tonnes offertes par les producteurs, lesquelles représentent en 1906-1907, près d'un milliard et demi de kilogs et dépassent, dans cinq campagnes, 2 milliards de kilogs ?

La consommation du café s'est largement développée depuis l'époque où la marquise de Sévigné, relatant l'apparition en France de cette boisson, prédisait, bien imprudemment, que Racine passerait comme le café. L'usage du café s'est répandu surtout en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique. Autrefois considéré comme un article de luxe, il est devenu de nos jours, à la campagne, comme à la ville un élément presque essentiel de l'alimentation des hommes, une denrée de première nécessité à l'égal du vin.

La consommation moyenne du café dans le monde était légèrement inférieure à 10 millions de sacs, dans la

période 1881-1890 ; dans la décade suivante, elle atteignait déjà 12.295.000 sacs ; de 1901 à 1910, la moyenne annuelle bondit à 17.065.000. En 1913-1914, la consommation s'élève à 18.582.000 sacs.

Elle dépasse 21 millions de sacs pendant les deux premières années de la guerre de 1914 : en 1914-1915 : 21.658.000 ; en 1915-1916 : 21.200.000. L'habitude d'user du café comme stimulant se développe aux armées et dans les populations civiles. Si les deux années suivantes accusent une régression, c'est parce que le blocus économique des empires centraux ralentit leurs importations et les contraint de chercher des succédanés, neutralisant les effets d'un plus large débouché.

Dès la cessation des hostilités, la consommation du café reprend sa marche ascendante. Tombée en 1917-1918, au dessous de 15 millions de sacs (14.833.000), elle atteint, pendant les deux années suivantes, environ 18 millions et demi de sacs.

Elle dépasse en 1923-1924 le niveau de 20 millions, au dessous duquel elle ne descendra plus.

L'exercice 1930-1931 dépasse légèrement 25 millions de sacs ; puis, après un fléchissement assez peu notable, la consommation en 1935-1936 s'élève au chiffre record de 26.816.000 sacs, qui faiblit légèrement l'année suivante (26.105.000).

SECTION III

La surproduction

En dépit de ses progrès, l'emploi du café n'a pas suivi d'un rythme égal le mouvement de la production.

Depuis le début du XX^e siècle, et sous réserve des oscillations inévitables en sens divers, le rapprochement des statistiques de la production et de la consommation du café permet de constater que, dans l'ensemble de la période de 1900 à 1937, les débouchés n'ont pas réussi à absorber l'intégralité de la production.

La production a été inférieure aux débouchés pendant sept années seulement. Elle les a dépassés durant les 19 autres exercices ; depuis 1923-1924, elle a été constamment en excédent, sauf en 1924-1925 et en 1928-1929.

Si on les envisage dans leur ordre de grandeur, les déficits de la production, insignifiants en 1912-1913 et en 1918-1919, ont oscillé entre 1 et 3 millions de sacs en 1910-1911, 1914-1915, 1922-1923, 1924-1925 et 1928-1929 et n'ont approché de 5 millions qu'une seule fois, en 1918-1919.

Les excédents de production ont été beaucoup plus considérables. Ils atteignent respectivement : 1 million 3 ; 3,3 ; 5,6 ; 6,2 en 1930-1931, 1932-1933 ; 1934-1935 et 1935-1936 ; au cours des cinq autres campagnes, ils dépassent 10 millions de sacs : 12 en 1927-1928 ; 17 en 1929-1930 ; 13,4 en 1931-1932 ; 15 en 1933-1934 ; 12,5 en 1936-1937.

Si, pour la période de 1910 à 1937, on totalise les quantités produites et les quantités retirées par la consommation, on constate que la production totale s'est élevée à 654.108.000 sacs et les débouchés réels à 509.435.000 sacs, autrement dit, pendant cette période, la production a dépassé la consommation de 144.673.000 sacs, soit 8 milliards 680 millions de kilogs.

Ces données statistiques suffisent à mettre en lumière

l'importance majeure du problème de la surproduction du café depuis les premières années du XX^e siècle. L'importance de la consommation à absorber, la masse de plus en plus considérable des cafés a eu pour effet d'accumuler d'énormes stocks d'invendus, qui, en encombrant le marché, ont pesé lourdement sur les cours des cafés et déterminé leur effondrement, qui a entraîné la ruine de nombreuses entreprises caféières.

Ce problème économique et social s'est compliqué d'un problème monétaire et même politique : telles ont été les répercussions de la crise de surproduction des cafés au Brésil, principal producteur et fournisseur de café du monde entier.

CHAPITRE II

LA CRISE DU CAFÉ AU BRÉSIL

SECTION I

Place du Brésil dans la production mondiale du Café

Le Brésil occupe de très loin la première place dans la liste des Etats qui fournissent au monde le café. Sa prépondérance, affirmée depuis longtemps, a été jusqu'à ces dernières années en s'accusant, du fait que la production du Brésil a suivi une rapide progression, tandis que celle d'autres pays allait en déclinant.

Le caféier fut importé en 1727 de Cayenne à Para, au Brésil. Sa culture commença à prospérer à partir du décret de 1761 supprimant les droits d'exportation. Elle pénétra dans le Maranhao et à Rio, puis dans les provinces de Sao-Paulo et de Minas-Geraes. C'est seulement à dater de 1825 que les plantations brésiliennes de café prirent quelque importance. Leur développement fut rapide au cours du XIX^e siècle : la production moyenne, dans la période de 1881 à 1890, était plus de deux fois

supérieure (5.628.000 sacs) à celle de la période 1851-1860. Dans la décade 1891-1900, elle dépasse, avec 7.730.000 sacs, le triple de la production de 1851-1860.

Les premières années du XX^e siècle marquent un bond prodigieux de la production du café au Brésil : la récolte moyenne atteint 12.400.000 sacs dans la période 1901-1905 ; 14.054.000 entre 1906 et 1910.

A partir de 1911, trois exercices seulement donnent des résultats inférieurs à 10 millions de sacs : 1918-1919 (9.712.000) ; 1919-1920 (7.500.000) et 1928-1929 (9.734.000). Dix campagnes fournissent un contingent de 10 à 15 millions de sacs, sept exercices ont une récolte située entre 15 et 20 millions, dont 1923-1924 donne 19.456.000. Ces chiffres sont largement dépassés par les campagnes de 1927-1928 (25.960.000) ; de 1931-1932 (27.497.000) et de 1933-1934 (29.157.000) ; de 1935-1936 (22.130.000) et de 1936-1937 (26.585.000). L'exercice 1929-1930 dépasse 30 millions de sacs (30.186.000).

Le développement remarquable de la culture du café au Brésil s'explique à la fois par la nature du climat et du sol, parfaitement appropriés à cette culture, par la qualité des produits obtenus, par la main d'œuvre nombreuse et habile, par les procédés d'exploitation et de traitement perfectionnés, par les voies de communications bien comprises.

Avant l'abolition de l'esclavage, en 1888, la vallée du Parahyba, où se trouve Taubaté, était un centre important de culture caféière, mais les méthodes extractives y ont amené l'épuisement des terres et le fléchissement des prix, vers 1896-1897 a enrayé l'essor des cultures.

De la vallée du Parahyba, la culture du café avait pénétré, par Rio, dans l'Etat de Saint-Paul, où elle se

développa surtout à partir de 1870 lors de la construction de la ligne de chemin de fer du Nord-Ouest.

L'Etat de Saint-Paul n'a pas tardé à prendre la tête de la production caféière au Brésil. Dès 1890-1891, les cafés Santos (1) dépassaient de 450.000 balles le rendement global des Rio et Victoria réunis ; la prépondérance de Saint-Paul n'est plus disputée par les autres Etats brésiliens à partir de la campagne de 1894-1895, où sa production de cafés dépasse de plus d'un million de balles celles de Rio et Victoria comptées ensemble. La différence atteint 1.300.000 balles en 1896-1897, dépasse 2 millions de 1898 à 1900, 4 millions de 1900 à 1903 et, après avoir fléchi à 2 millions en 1903-1904, elle atteint 4 millions 5 en 1904-1905. L'écart s'élève à près de 11 millions de sacs au cours de la campagne exceptionnelle de 1906-1907.

Le Rio (café des Etats de Minas Geraes et de Rio) occupe la seconde place dans la production, mais fort loin après l'état de Saint-Paul. De 1910 à 1935, la recette en quantités au port de Rio oscille entre 1.768.000 sacs (campagne 1918-1919) et 4.800.000 (1930-1931). La récolte du port de Santos, où sont embarqués les cafés de l'Etat de Saint-Paul, n'a pas été inférieure, au cours de la même période à 4.619.000 sacs (1919-1920) et a atteint 12.333.000 en 1933.

Le contingent de production des autres Etats de la République fédérale du Brésil (Victoria, Bahia, Pernambuco, et Paranagua) est beaucoup plus faible: il ne dépasse pas 2 millions de sacs pour l'ensemble de ces

(1) Les cafés du Brésil sont couramment appelés du nom de leur port d'embarquement. Les cafés de l'Etat de Saint-Paul s'embarquent à Santos ; les cafés de Rio et de Minas Geraes, à Rio.

Etats, dont plus de la moitié et, dans les dernières années, près des trois quarts, pour le seul Etat de Victoria.

Tandis que la production du café prenait, à partir de 1825, une extension considérable au Brésil, certains centres d'exportation de cafés importants au XVIII^e ou au début du XIX^e siècle, tels que les Antilles, la Guyane anglaise, les Iles Philippines, Ceylan, n'exportent plus que de faibles quantités ou pas du tout, pour des causes diverses, notamment l'abolition de l'esclavage, l'épuisement des plants sans remplacement, la substitution de la culture de la canne à sucre à celle du café.

Au point de vue de l'importance des récoltes, les Etats de l'Amérique centrale, principalement la Colombie et les Antilles, se classent au second rang, loin après le Brésil, avec 7 millions de sacs annuels environ. Les cafés des Indes Néerlandaises et anglaises viennent au troisième rang, et représentent une production globale de 1 million et demi à 2 millions de sacs. Les caféiers des Indes Néerlandaises, atteints par le climat et les insectes, ont dû être remplacés par des plants plus résistants (les « robusta »), mais dont les produits sont de qualité médiocre.

L'Afrique exporte environ 1.300.000 de sacs par an. A l'exception des cafés d'Arabie (Moka), dont le caféier paraît être originaire, et d'Ethiopie, les cafés africains de Madagascar, de la Côte Occidentale d'Afrique et de l'Afrique Equatoriale sont de qualité médiocre.

Les cafés de la Nouvelle Calédonie, du Tonkin et surtout de la Guadeloupe, jouissent au contraire d'une réputation justifiée.

Par suite de son rythme plus rapide de production, le

Brésil a fourni une proportion de plus en plus forte de café à la consommation. De 1851 à 1880, sa production représente environ la moitié de la production mondiale. De 1891 à 1900, sa part atteint près des deux tiers (7.790.000 sacs sur 12.155.000) ; de 1901 à 1905, plus des trois quarts (12.400.000 sur 16.393.000), de 1906 à 1910 (14.054.000 sur 17.896.000).

Les proportions sont assez variables d'une année à l'autre, à partir de 1910, mais demeurent toujours élevées ; la production brésilienne reste toujours très notablement supérieure à celle des autres pays, à l'exception de la seule campagne 1928-1929, où l'apport du Brésil (9.734.000) est légèrement inférieur à celui de l'ensemble des autres producteurs (10.004.000).

SECTION II

Conséquences de la surproduction au Brésil

Par suite de la prépondérance marquée du Brésil dans la production du café, le problème de l'insuffisante adaptation de la consommation devait se poser dans ce pays avec plus de force et d'urgence que partout ailleurs. Le caractère monoculturel de l'économie des Etats du Brésil producteurs de café compliquait ce problème de préoccupations d'ordre social, monétaire et politique. Dans l'Etat de Saint-Paul surtout, observait en 1909 un spécialiste de la question du café « la production du café est si importante... que la presque totalité de ses habitants s'occupe directement ou indirectement soit de la culture, de la préparation, du transport ou du

commerce de ce grand produit. Les diverses industries de Saint-Paul emploient environ 450.000 ouvriers et, parmi ceux-ci, 420.000 s'occupent de la production et du transport du café, de plus, des capitaux qui sont engagés dans cette industrie, 85 % environ sont appliqués à la production et au commerce de cet article ou bien sont versés dans les chemins de fer qui en dépendent directement » (2).

Le même auteur estimait à deux milliards et demi de francs la valeur des plantations de café de Saint-Paul et des « Terreiros » ou installations complémentaires (séchoirs pour la dessiccation, usines de préparation avec leur outillage, habitations des propriétaires des « fazendas » et des travailleurs (3).

Le problème du café n'intéressait pas seulement les exploitants, les capitalistes et la main d'œuvre, mais aussi l'Etat. Les exportations de cafés représentent l'élément essentiel de la balance du commerce du Brésil. Leur valeur en milreis papier était, en 1904, de 391.587.529 ; en 1905 de 324.681.261 ; en 1906, de 418.399.742, soit respectivement 50,4 ; 47,4 et 52,3 % de l'ensemble des exportations. Le caoutchouc occupait le second rang, avec des pourcentages de 28,8 ; 33,0 et 26,3 %. Depuis la grande baisse du caoutchouc, le café fournit plus de 70 % de la valeur des exportations du Brésil :

en 1925,	74.032	sur	102.875,	soit	71,96	%
en 1926,	69.582	»	94.254,	»	73,82	%
en 1927,	62.689	»	88.689,	»	70,68	%
en 1928,	69.702	»	97.426,	»	71,54	%

(2) LALIERE, *Le café dans l'Etat de Saint-Paul*, page 25.

(3) LALIERE, *Op. cit.*, page 27.

Le fléchissement des cours exerce une répercussion sur la balance des comptes, sur le change, sur le produit des impôts, notamment sur le rendement de la taxe à l'exportation.

Les producteurs de café du Brésil ont trouvé, pendant quelques années, dans la dépréciation de la monnaie nationale une compensation à l'effondrement des cours du café, déterminé par la surproduction ; mais le relèvement du change a mis en relief le caractère factice de cette prospérité. Le problème des prix s'est ainsi trouvé lié à celui de la monnaie.

Enfin, la crise du café, par le malaise économique, social et monétaire qu'elle a suscité, a éveillé dans les populations un mécontentement qui a été exploité pour des fins politiques. Elle est dans une large mesure responsable des bouleversements politiques qui se sont produits aux Etats-Unis du Brésil.

L'importance vitale du café pour le Brésil a déterminé les pouvoirs publics à prendre des mesures de défense vigoureuses inaugurées lors de la récolte exceptionnelle de 1906-1907. Appliquée à l'origine par l'Etat de Saint-Paul, le plus directement menacé, puis par d'autres Etats, membres de la Confédération et par l'Etat fédéral, la politique de défense du café, tout d'abord envisagée à titre temporaire, est devenue une politique de défense permanente.

Les méthodes employées en vue de défendre les cours du café ont été diverses, et appliquées successivement ou concurremment. Elles ont donné lieu à des appréciations sévères, de la part des économistes hostiles à l'intervention des pouvoirs publics dans le domaine économique, et leur efficacité a été discutée.

Ce sont les méthodes adoptées par les Etats du Brésil, principal producteur de café, que nous nous proposons d'exposer dans leur développement historique, leur mécanisme et leurs résultats. Depuis la crise générale de 1929, les gouvernements de divers pays sont fréquemment intervenus en vue de maintenir les prix de certains articles de consommation, notamment, en France, pour le blé et pour le vin. L'analyse de la politique suivie depuis une trentaine d'années par les autorités brésiliennes peut être envisagée comme une contribution à l'étude des méthodes susceptibles de maintenir ou de relever les cours de marchandises d'usage courant.

CHAPITRE III

INFLUENCE DU CHANGE SUR LA CRISE DU CAFÉ AU BRÉSIL

La surproduction du café, qui commence à peser sur les cours d'exportation dans les dernières années du XIX^e siècle, a été un phénomène principalement brésilien. La production du Brésil a triplé de 1851 à 1900, tandis que celle des autres pays n'a pas doublé ; elle double en dix ans, de 1900 à 1910, alors que la production des autres Etats diminue.

Les causes de ce développement trop rapide sont diverses. Les terres rouges (1) de certains districts brésiliens, en particulier de Saint-Paul, se prêtaient à merveille à une culture favorisée par le climat, aux alternances de pluies régulières pendant la période de maturation et de sécheresse à l'époque de la cueillette. Aucun obstacle juridique ne s'opposait à l'extension territoriale des cultures : la forêt était libre ; il suffisait de l'incendier pour ouvrir le champ à de nouvelles plantations. La création du chemin de fer de pénétration de

(1) En réalité, ce sont des terres violettes, résidus de la décomposition de basaltes.

Saint-Paul ouvrit à l'exploitation des régions extrêmement fertiles.

Les problèmes de la main d'œuvre et des capitaux étaient ardues à résoudre, comme dans tous les pays neufs. Sous le régime impérial, l'esclavage fournissait une main d'œuvre abondante et presque gratuite : en 1887, il existait à Saint-Paul 107.000 esclaves. L'esclavage ayant été aboli, les gouvernements républicains, secondés par les autorités locales, inaugurèrent une politique d'immigration subventionnée : de 1887 à 1899, 900.000 immigrants furent introduits dans l'Etat de Saint-Paul (2).

Les clauses des contrats accordant aux colons, en sus de leur salaire, le bénéfice des cultures de céréales intercalaires entre les plants de caféiers, les incitèrent à défricher et à planter, parfois même à forfait et sans salaire, des pièces de terre nouvelles, pour obtenir un plus grand profit en céréales. Ce fut une des causes d'extension continue des cultures. De 1898 à 1902, c'est-à-dire depuis le début de la crise, 135 millions de plants nouveaux vinrent s'ajouter à Saint-Paul aux 530 millions de caféiers de plus de quatre ans.

Enfin les émissions continuelles faites de 1889 à 1898 fournirent une circulation surabondante de papier-monnaie, qui remédia à la pénurie des capitaux et s'employa dans l'activité nationale, principalement dans la culture du café.

A toutes ces causes qui poussaient à l'extension des plantations s'ajoutait le stimulant des bénéfices du change. Pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, le

(2) P. DENIS, *Le Brésil au XX^e siècle*, p. 179.

Brésil avait vécu sous le régime du papier-monnaie inconvertible. Au lendemain de la proclamation de la République (1889), le gouvernement procéda pendant dix ans à des émissions à jet continu, qui portèrent la circulation inconvertible de 197.156 contos (3), en 1889, à 778.364 contos en 1898. Le milreis, qui cotait, en 1889, au-dessus du pair, à 27 deniers 3/16, tomba, en avril 1898, à 5 deniers 5/8. Puis, de 1899 à 1905, une politique monétaire énergique réduisit à 669.492 contos le montant de la circulation du papier-monnaie et releva le cours du milreis jusqu'à 18 deniers 1/16.

La baisse du milreis (4) dissimulait aux planteurs brésiliens la chute des cours du café à l'exportation et leur assurait même des profits supplémentaires. Depuis la campagne 1893-1894, le prix des cafés brésiliens sur les places étrangères n'avait cessé de diminuer. Il s'effondrait en 1896-1897 de 71 à 34 francs les 50 kilos.

Cours au Havre du Type Santos Good Everage		
	Plus bas	Plus haut
1893-1894	95	106
1894-1895	86	100
1895-1896	71	96
1896-1897	34	70
1897-1898	33	48
1898-1899	33	40
1899-1900	31	48

La prime croissante du change voilait aux producteurs cette débâcle des cours. Au taux moyen annuel du

(3) Le conto de reis (:) vaut 1000 milrêis (\$).

(4) Le change au Brésil est coté au certain, c'est-à-dire en exprimant la valeur du milreis en monnaie étrangère (anglaise, en pence ou deniers). La baisse du change signifie donc la dépréciation de la monnaie nationale, au rebours de la terminologie appliquée en France, où l'on cote l'incertain.

change, les exportateurs recevaient, pour un franc de marchandises exportées, une somme en papier-monnaie de plus en plus considérable, s'élevant de 354 reis en 1889 à 800 en 1892, 1052 en 1896 et 1335 en 1898. Au cours moyen de 39 francs les 50 kilos, en 1898, le café leur rapportait plus qu'en 1890 au cours exceptionnel de 102 francs : 8.550 reis au lieu de 6.650 (5).

Cette prospérité factice eut pour résultat d'encourager le développement des plantations, d'établir la production non plus d'après les besoins réels de la consommation, mais d'après les gains spéculatifs au change. A la fin de chaque campagne, les planteurs se hâtaient de réaliser leur récolte, compensant la dépréciation du prix, qu'ils provoquaient ainsi sur les marchés extérieurs, en attendant une nouvelle baisse du milreis pour vendre les traites libellées en or regues de leurs acheteurs.

En 1898, le président de l'Etat fédéral entreprit de relever les finances et le crédit du Brésil. Les déficits budgétaires, aggravés par l'augmentation de la dette extérieure et la diminution des recettes fiscales payées en papier-monnaie dépréciée, avaient mis l'Union dans une situation critique.

Le retrait au gouvernement du droit d'émission, la suspension du paiement en or des intérêts des emprunts, l'obligation édictée de payer en or un pourcentage des droits de douane, élevés de 10 à 15, 25, 35 et 50 %, restaurèrent les finances de l'Etat.

Après la baisse du change, qui les avait enrichis, la hausse du milreis allait ruiner les producteurs brésiliens. A mesure que le niveau du milreis remontait, il diminuait la prime du change à l'exportation et révélait aux

(5) d'ANTHOUDARD, *Le Progrès Brésilien*, annexe 10 (prix du café).

planteurs l'effondrement des prix du café en or, que les hauts prix en papier-monnaie leur avait dissimulé. Les cours des cafés demeurent très faibles jusqu'en 1904, pour remonter légèrement en 1904-1905 et 1905-1906 et retomber avec la récolte exceptionnelle de 1906-1907.

Cours au Havre du Type Santos Good Average

	Plus bas	Plus haut
1900-1901	35	36 1/2
1901-1902	33	49
1902-1903	30 1/4	38 1/2
1903-1904	29 3/4	50 1/4
1904-1905	40 1/4	50 1/2
1905-1906	34 1/2	49 1/4
1906-1907	34 3/4	49 1/2

Les prix en papier-monnaie tombent de 8.550 milreis en 1898 à 4.250 en 1906. En 1898, l'exportateur brésilien de café touchait 32.500 reis par livre sterling sur les traites tirées sur ses acheteurs étrangers ; en 1906, il ne reçoit plus que 14.970 reis, soit une moins-value de plus de moitié.

Le redressement du milreis aurait dû, en bonne logique monétaire, augmenter la valeur d'achat des unités monétaires appréciées, diminuer les prix des denrées, les débours et frais de production des planteurs dans la même proportion que leurs profits. Mais par suite des difficultés, de la cherté et de la lenteur des transports, chaque exploitation se trouvait constituer dans l'immense territoire du Brésil, un centre d'activité isolé des autres par des étendues encore inhabitées et vivant sa vie propre sans faire appel à des produits d'importation. Comme, d'autre part, dans la circulation intérieure ne coexistait pas la monnaie d'or et le papier-monnaie, avec

double évaluation des prix en or et en billets, le papier-monnaie, seul instrument des échanges à l'intérieur, conservait, en dépit des oscillations du change, à peu près la même valeur d'acquisition (6). Les tarifs des transports et les salaires des colons n'ont pas diminué. Dans le bilan des planteurs, les frais d'exploitation, payés à un taux fixe, en papier qui vaut davantage, absorbent une fraction de plus en plus élevée du prix de vente de la récolte réglé en or.

Les planteurs n'ont pas pu rejeter sur les consommateurs, même partiellement, leur perte au change, par une hausse des prix en or, compensatrice de la hausse du milreis, par suite de l'effondrement des cours suscité par l'augmentation successive de la production. Les caféiers plantés pendant la période de prospérité, productifs à partir de la quatrième année, sont venus ajouter le poids de leur première récolte sur des marchés déjà saturés et accentuer l'effondrement des prix.

C'est la crise du café, la première en date et la plus grave, parce qu'elle atteignait la production la plus développée, qui mit les autorités et les producteurs du Brésil, en face des désastres causés par l'instabilité de la monnaie. Il importait à la fois de venir en aide aux planteurs et de stabiliser le change. Les deux problèmes étaient liés ; il eût été inutile de relever le prix des cafés à l'extérieur, si la hausse du change avait continué à faire perdre aux producteurs le bénéfice de la hausse des prix. L'Etat, qui s'engageait dans une politique d'achats massifs des cafés au-dessus d'un taux minimum, devait en même temps s'assurer d'un change maximum par une stabilisation.

(6) DENIS, *Op. cit.*, chap. IV.

CHAPITRE IV

LA LOI PROHIBITIVE DE 1902

La hausse du change commença à faire comprendre aux planteurs les difficultés d'une situation qu'ils n'étaient plus en mesure d'arrêter et qu'ils avaient aggravée par de nouvelles plantations. La récolte exceptionnelle de 1901-1902, qui porta les stocks de 6 à 11 millions de sacs et fit tomber les cours à 38 fr., révéla les excès de la surproduction. L'Etat de Saint-Paul intervint pour la première fois en 1902. Il fit voter une loi en vue d'éviter une nouvelle extension des cultures et de prévenir la surproduction qui en serait la conséquence inévitable. La loi de 1902 frappe les nouvelles plantations d'un impôt de 2 contos (2.000 milreis) par « alquiera paulista » (2 Ha 24 a) ; elle autorise toutefois les planteurs à remplacer, sans avoir à acquitter aucun impôt, les pieds qui viendraient à disparaître par suite d'une circonstance quelconque, accident, grand âge des plantes ou épuisement.

Votée à titre provisoire, pour cinq ans, la loi de 1902 a été prorogée en 1907 par le Gouvernement de Saint-Paul pour une nouvelle période de cinq ans.

Aux cours où les cafés étaient tombés, l'impôt établi

par la loi de 1902 avait un caractère prohibitif, et il ne permettait d'envisager dans l'avenir une nouvelle extension des plantations que si le relèvement des cours indiquait l'épuisement des stocks.

Cette mesure ne pouvait d'ailleurs avoir un effet immédiat sur la production ; il fallait compter avec l'apport complémentaire de récolte des jeunes caféiers plantés au cours des cinq dernières années : bien qu'inférieures à celle de 1901-1902, les récoltes des deux campagnes suivantes dépassèrent encore la consommation et augmentèrent les stocks.

Cette constatation répond à l'inquiétude, exprimée par M. J. Michel, que la prohibition ne crée une lacune dans la production, ne l'empêche de répondre aux nouveaux débouchés ouverts par la propagande et ne profite surtout à ceux qui auraient maintenu leur exploitation en parfait état et remplacé en temps opportun les plants épuisés.

C'était, au contraire, un des mérites de la loi de 1902 d'obliger les exploitants à améliorer la qualité de leurs produits et à réduire le prix de revient.

La limitation indirecte des cultures de cafés a eu pour résultat d'éviter la ruine à de nombreux planteurs. Si le législateur n'était pas intervenu, des exploitations nouvelles se seraient ouvertes dans des terres vierges de première qualité, qui existaient en quantités presque illimitées. D'après un rapport publié en 1907 par le Secrétariat d'agriculture de l'Etat de Saint-Paul, les plantations de café occupaient une superficie de 867.773 hectares. Or, on estime à 1.855.000 hectares la surface des terres de cet Etat propre à la culture du café (1). L'ex-

(1) LALITÉRE, *Le café dans l'Etat de Saint-Paul*, p. 25.

tension des cultures à de nouvelles surfaces avait entraîné la disparition de vastes forêts vierges et exercé une influence néfaste sur le climat. En outre, l'effondrement des prix, déterminé par l'augmentation des produits, aurait établi une sélection naturelle entre les exploitants et condamné à la ruine ceux dont les plantations étaient plus âgées, moins fertiles, ou situées loin des ports d'embarquement et grevées de frais de transport trop élevés.

Enfin la loi de 1902 a contribué à orienter l'activité brésilienne vers de nouvelles productions (maïs, coton riz, etc..) susceptibles d'apporter à l'économie nationale et à la balance du commerce plus de stabilité que le régime de la monoculture, trop sensible aux fluctuations des récoltes et des prix.

La limitation des plantations implicitement imposée par la loi n'a pas porté un remède immédiat et définitif à la surproduction du café : les exploitations développées sous le signe de la prospérité continuaient de jeter leurs produits sur les marchés, et les jeunes plants allaient ajouter un apport nouveau aux produits de la récolte exceptionnelle de 1901-1902. La cueillette de 1906 devait dépasser toutes les prévisions et imposer à l'Etat de Saint-Paul des mesures plus rigoureuses, origine d'une politique de défense, considérée d'abord comme provisoire, mais que la chronicité du mal devait plus tard rendre permanente.

CHAPITRE V

LA VALORISATION DE 1906

SECTION I

Projet du Gouvernement Pauliste

Après la récolte « exceptionnelle » de la campagne de 1901-1902, la production des cafés brésiliens avait fléchi pendant les trois exercices suivants : de 16 millions de sacs, elle était tombée à 13 millions, en 1902-1903, 11 millions, en 1903-1904, et 10 millions 5 en 1904-1905. L'importance des stocks non écoulés de la récolte de 1901-1902 continuait cependant à peser les cours : le type Santos good Average cotait au Havre, en 1902-1903, de 30 1/4 à 38 1/21, en 1903-1904, de 29 3/4 à 30 1/4.

Pendant les deux exercices suivants, les cours s'étaient relevés à 40 1/4 (cours le plus bas) et 50 1/2 (cours le plus haut), en 1904-1905 et de 43 1/2 à 49 1/4 en 1905-1906. Les perspectives de la récolte 1906-1907 soulignèrent l'insuffisance des mesures prises par la loi de 1902 et appelèrent de nouvelles mesures plus rigoureuses et d'un effet immédiat. Dès 1902, les autorités de l'Etat

de Saint-Paul et les spécialistes des questions caféières s'étaient préoccupés d'élaborer un programme de défense contre la surproduction.

Dans une étude publiée en mai 1902, le D^r Augusto Ramos avait longuement discuté trois moyens de combattre la surproduction : l'interdiction des plantations nouvelles, l'abandon partiel des plantations, et même la destruction des stocks.

Le 24 août 1903, M. Alexandre Siciliano présenta un projet de valorisation des cafés : le gouvernement brésilien passerait un accord avec un syndicat de capitalistes qui s'engagerait à racheter toute la production du Brésil, pendant un certain nombre d'années, moyennant un prix suffisamment rémunérateur fixé d'avance et croissant d'année en année. Le syndicat se chargerait de la vente et recevrait pour prix de ses services, par balle de 60 kilos de café exporté, 2 fr. 50 la première année, 3 fr. la seconde année ; 3 fr. 50 la troisième année et les années suivantes. L'Etat couvrirait ses dépenses par une surtaxe d'exportation.

Ce projet eût exigé la réunion de capitaux considérables, qu'il était impossible d'obtenir immédiatement, alors que la crise du café réclamait une solution urgente. Vers la fin de l'année 1905, le gouvernement de l'Etat de Saint-Paul, en prévision de la récolte extraordinaire qui s'annonçait pour 1906, se décida à intervenir dans le sens d'un relèvement des cours.

En vue de s'assurer que cette politique ne serait pas compromise par la production des pays étrangers et n'aurait pas pour conséquence de l'avantager, le gouvernement de l'Etat de Saint-Paul confia au D^r Augusto Ramos, en 1905, une mission d'études dans les Etats

américains producteurs de café, au Mexique, à Porto-Rico et dans l'Amérique Centrale.

Dans son rapport, le D^r Augusto Ramos conclut que l'Etat de Saint-Paul était appelé à conserver l'avantage sur ses concurrents les plus favorisés et à les éliminer peu à peu. La baisse des prix frappait les planteurs des régions visitées aussi durement que ceux de Saint-Paul ; ceux-ci avaient l'avantage d'une main-d'œuvre plus nombreuse et plus compétente et d'exploitations plus perfectionnées.

Le rapport du D^r Augusto Ramos fut décisif : il persuada le gouvernement de Saint-Paul de la possibilité d'une revalorisation des cafés.

Pour relever d'une manière sensible les cours du café, l'Etat de Saint-Paul envisageait de retirer momentanément de la circulation, pour une période assez longue, une fraction importante de la récolte. Il évaluait à 15 millions de livres sterling, ou 375 millions de francs, le capital indispensable à une opération de cette envergure.

La maison Rotschild de Londres, banquier ordinaire de l'Etat de Saint-Paul, ayant refusé de financer la revalorisation, une banque allemande accepta de prendre l'emprunt à sa charge, sous condition de la garantie de l'Union. Une loi fédérale du budget du 30 décembre 1905 autorisa le Président de la République à entrer en accord avec les Etats producteurs en vue de « provoquer la hausse des prix du café et en régulariser le commerce ».

SECTION II

Le Convenio de Taubaté

Peu après, le président de l'Etat de Saint-Paul se rencontra à Taubaté avec les présidents des deux autres

Etats de l'Union grands producteurs de café, Minas Geraes et Rio. Le 25 février 1905, les trois présidents signèrent le célèbre « Convento de Taubaté » qui déterminait les conditions dans lesquelles allait être tentée la valorisation.

Le Convenio de Taubaté comprenait, sous la forme première, les articles suivants (1) :

Article 1. — Les Etats contractants s'engagent à maintenir sur les marchés nationaux, durant le délai qu'ils jugeront nécessaire, le prix minimum de 50 à 60 francs en or ou en monnaie courante du pays, au change du jour, par sac de 60 kilogrammes de café, type 7 américain, pendant la première année ; ce prix minimum pourra être élevé ensuite jusqu'au maximum de 70 francs conformément aux exigences du marché. Pour les qualités supérieures, suivant la même classification américaine, les prix indiqués seront augmentés dans la même proportion, pendant la même période.

Article 2. — Par les moyens qu'ils jugeront convenables, les Gouvernements contractants s'efforceront d'empêcher l'exportation des cafés inférieurs au type 7 ; ils feront tous leurs efforts pour que ces cafés soient consommés dans l'intérieur du pays.

Article 3. — Les Etats contractants s'engagent à organiser et à maintenir un service régulier et permanent de propagande du café afin d'augmenter sa consommation, soit en la développant sur les marchés actuels, soit encore en ouvrant au café de nouveaux débouchés dans les pays qui en consomment peu ou point, soit aussi en luttant le plus possible contre les innombrables fraudes et falsifications de ce produit.

(1) *In* Rapport du Secrétariat d'Agriculture de Saint-Paul, 1906.

Article 4. — Quand ils le jugeront opportun, les Gouvernements contractants fixeront les types de cafés nationaux, et faciliteront la création d'une Bourse ou Chambre syndicale, pour régulariser le commerce. Pour ces types nouveaux, les prix seront fixés d'après les bases ci-dessus énoncées.

Article 5. — Les Gouvernements contractants feront tous leurs efforts pour que les planteurs améliorent le plus possible la qualité des cafés livrés à la consommation.

Article 6. — Les Gouvernements contractants s'engagent à créer une surtaxe de 3 francs, sujette à augmentation ou à diminution pour chaque sac de café qui sera exporté par l'un ou l'autre de ces Etats. Ils s'engagent aussi à frapper, d'impôts suffisamment élevés, l'augmentation des superficies plantées en café sur leur territoire respectif, pendant un délai de deux années qui pourra être prorogé par un accord mutuel.

Article 7. — Le produit de cette surtaxe sera perçu par l'Union et affecté au paiement des intérêts et à l'amortissement des capitaux nécessaires à l'exécution de la convention ; le solde disponible sera appliqué au remboursement des dépenses faites pour les divers services de cette convention. Les Etats contractants, tant que sera en vigueur cet accord, ne pourront grever le café d'autres impôts que ceux existant actuellement et ceux présentement créés par ledit accord.

Article 8. — Pour l'exécution de cet accord, l'Etat de Saint-Paul est autorisé à réaliser, dans le pays ou à l'étranger, les opérations de crédit qui seront nécessaires jusqu'à concurrence de 15 millions de livres sterling, sous la garantie de la surtaxe de 3 francs par sac et

sous la responsabilité solidaire des trois Etats contractants. Cette somme sera employée comme lest pour la Caisse d'Emission et de Conversion qui sera créée par le Congrès National dans le but de fixer le cours de change.

§ 1. — Le produit de l'émission sur ce lest sera appliqué, aux termes du Convenio, à la régularisation du commerce du café et à la valorisation de ce produit, sans préjudice pour la Caisse de Conversion.

§ 2. — Avant de conclure ces opérations de crédit, l'Etat de Saint-Paul soumettra les conditions et clauses à la connaissance et à l'approbation de l'Union et des Etats contractants.

§ 3. — S'il devient nécessaire que l'Union endosse ces opérations de crédit, on observera les dispositions de l'article 2, n° 10 de la loi n° 1.452 du 30 décembre 1905.

Article 9. — L'organisation et la direction de tous les services de l'accord seront confiés à une commission de trois membres nommés par les Etats contractants, à raison d'un par chacun d'eux, et son Président, qui aura le droit de vote, sera nommé par l'Etat de Saint-Paul. Les délibérations de cette commission seront prises à la majorité absolue des votes. Chaque directeur aura un suppléant, dont la nomination sera également faite par les Etats, qui le remplacera en cas d'empêchement.

Article 10. — Cette commission établira les divers services, nommera le personnel nécessaire à l'exécution de l'accord et pourra en tout ou en partie, charger de l'exécution une association ou entreprise nationale, sous sa fiscalisation immédiate.

Article 11. — Le siège de la commission sera établi en la ville de Saint-Paul, et le Gouvernement de cet Etat, comme délégué des deux autres, s'occupera de la direction de ses travaux.

Article 12. — Pour l'exécution des différents services de l'accord, la commission organisera un règlement qui devra être soumis à l'approbation des Etats contractants. Ceux-ci devront se prononcer dans les quinze jours ; passé ce délai, ils seront considérés comme ayant donné leur approbation.

Article 13. — Les charges et avantages résultant de l'accord seront répartis entre les Etats contractants, proportionnellement à la somme de surtaxe mise à la charge de chacun d'eux.

Article 14. — Les Etats contractants reconnaissent et acceptent le Président de la République, comme arbitre des différends qui pourraient survenir dans l'exécution du présent accord.

Article 15. — Le présent Convenio entrera en vigueur dès sa ratification par les présidents des Etats contractants et son approbation par le Président de la République, aux termes du n° 16 de l'article 48 de la constitution générale.

En résumé, les gouvernements des trois Etats signataires du « convenio » s'engageaient à maintenir des prix minima par leur intervention sur le marché des cafés. L'Union fédérale percevrait une surtaxe de 3 francs par sac de café exporté, affectée à la sûreté d'un emprunt de 15 millions de livres. Cet emprunt, conclu avec la garantie de l'Union, devait servir de lest à la Caisse d'émission et de conversion, destinée à stabiliser le change. Les achats de café devaient être effectués avec des billets émis par la Caisse de conversion. Enfin le « convenio » étendait aux producteurs des Etats de Minas Geraes et de Rio l'impôt prohibitif sur les nouvelles plantations.

Le Convenio de Taubaté fut très vivement critiqué

par les adversaires de la valorisation. Le « Jornal de Comercio » reprochait aux Etats caféiers d'exiger la garantie du gouvernement fédéral, que la loi du 30 décembre 1905 lui laissait toute liberté d'accorder ou de refuser, et de lier la solution de la crise du café et celle du change par la création d'une Caisse d'émission et de conversion.

Le gouvernement de Saint-Paul avait trouvé dans cette liaison des deux problèmes le moyen d'obtenir de M. Alfonso Penna, Président désigné de l'Union Fédérale, préoccupé d'assainir la situation financière du Brésil, son appui pour la défense du café.

Cependant le président en exercice, M. Rodriguez Alves refusa, le 12 mars 1906, de réunir d'urgence, comme l'avait demandé le président de Saint-Paul, le Congrès Fédéral en session extraordinaire pour voter la création de la Caisse de Conversion et la revalorisation du café. Le Président Alves faisait observer qu'en chargeant l'Etat de Saint-Paul de réaliser des opérations de crédit devant servir de lest à une caisse de conversion à créer par le Congrès National en vue de fixer la valeur de la monnaie, le convenio de Taubaté avait oublié son caractère régional et devait être soumise à l'approbation du Congrès National, mais que certaines idées pouvaient être appliquées immédiatement pour la propagande du café.

SECTION III

L'opposition à la valorisation

La lettre du Président de l'Union au Président de l'Etat de Saint-Paul causa une vive déception aux plan-

teurs, qui avaient accueilli avec un profond enthousiasme le convenio de Taubaté.

Une violente campagne était menée contre le projet de valorisation. Ses adversaires lui reprochaient d'engager la responsabilité de la Fédération tout entière et prétendaient que la crise du café intéressait seulement l'Etat de Saint-Paul. A l'étranger, la majorité du monde commercial ne voulait voir dans la valorisation qu'un concurrent dangereux pour ses intérêts particuliers.

Les milieux financiers refusaient de se laisser entraîner dans une « aventure » dangereuse, en violation flagrante des principes économiques, et qui servirait de précédent aux revendications des producteurs de caoutchouc et de sucre. Ils s'appuyaient sur l'autorité de Lord Rothschild, banquier habituel du Brésil qui déclarait publiquement : « Personne à Londres ne voudra prêter un penny pour un pareil projet, et il ne faudrait même pas songer à tenter un emprunt dans ce but, en France ou en Allemagne, où il apparaîtrait comme ayant en vue le renchérissement d'une denrée de première nécessité » (2).

En présence de ces attaques, M. Tibirica, président de l'Etat de Saint-Paul, comprit que le convenio de Taubaté n'avait aucune chance d'être approuvé par le Congrès Fédéral. Il fit adopter par les Etats signataires, le 4 juillet 1906, des modifications qui transformaient complètement la convention du 26 février.

L'article 1^{er} fut entre autre modifié et libellé comme suit :

Pendant le délai qui sera jugé nécessaire, les Etats

(2) *Brazilian Review*, 24 Juillet 1906.

contractants s'engagent à maintenir, sur les marchés nationaux, les prix minimum de 32 \$ 000 à 36 \$ 000 par balle de 60 kilos de café, type américain, pour la première année ; ce prix pourra, les années suivantes, être porté à 40 \$ 0000 suivant l'état du marché. Pour les qualités supérieures au type 7, les prix seront majorés proportionnellement.

Si les opérations de crédit, disait aussi l'acte additionnel, sont réalisées par les trois Etats sans l'endos ni la garantie de l'Union, la surtaxe de 3 francs par sac, relative à l'article 6 du premier traité, sera perçue par les Etats et son produit sera gardé en dépôt pour être appliqué conformément à l'article 7.

De plus, la perception de la surtaxe de 3 francs commencera à l'époque désignée par les Etats contractants. Tant que la Caisse de conversion n'aura pas été créée ou ne fonctionnera pas, les Etats pourront appliquer directement le produit de l'emprunt à la valorisation du café.

Enfin l'acte additionnel portait qu'avant de conclure les emprunts dont fait mention l'article 8 du premier traité, le Gouvernement de Saint-Paul en soumettrait les conditions et clauses aux autres Etats contractants ainsi qu'au Gouvernement fédéral, en cas d'endos de l'Union, afin de déterminer les responsabilités de chacun d'eux.

Le Congrès approuva le nouveau texte de la convention, mais il disjoignit le projet de caisse de conversion qui fut voté un peu plus tard. L'adhésion du Congrès était donc toute platonique : il refusait implicitement les moyens nécessaires au financement de l'opération, l'autorisation d'un emprunt de 15 millions de livres sterling et la garantie de l'Etat fédéral, exigée, après le

refus de Lord Rotschild, par la banque allemande disposée à couvrir l'emprunt. Cette banque retira sa proposition et les gouvernements de Minas Geraes et de Rio abandonnèrent le projet de valorisation.

SECTION IV

Action isolée du Gouvernement de Saint-Paul Consolidation de la valorisation

Abandonné à lui-même, l'Etat de Saint-Paul avait à faire face à une situation des plus difficiles. Confiant dans le projet de valorisation, les planteurs avaient conservé leurs cafés ; ils les jetaient maintenant sur le marché. De tous côtés arrivait la nouvelle d'une récolte d'une abondance inouïe, qui allait s'ajouter aux cafés mis en stock. Au mois d'août 1906, les cours tombèrent à 44 francs sur les marchés extérieurs ; à l'intérieur, les cafés n'étaient même plus cotés ; les plantations ne trouvaient plus acquéreur. La ruine immédiate menaçait l'Etat de Saint-Paul, pays de monoculture intégrale et sans réserves économiques.

Dans cette situation désespérée, le gouvernement de Saint-Paul prit la décision héroïque de poursuivre seul la valorisation dont l'Union Fédérale et les autres Etats producteurs avaient refusé de partager la responsabilité. Il estimait d'ailleurs que l'équilibre entre la production et la consommation se rétablirait de lui-même dans l'avenir ; après la récolte exceptionnelle de l'année 1906-1907, les caféiers épuisés produiraient beaucoup moins pendant trois ou quatre ans, et les effets de la prohibition de la loi de 1902 commenceraient à se faire sentir.

Privé des ressources financières prévues dans le convenio de Taubaté, le gouvernement de Saint-Paul était contraint d'engager l'opération avec des moyens de fortune, trouvés au jour le jour. Il commença ses achats de cafés secrètement à la fin de juillet 1906, grâce à une avance d'un million de livres sterling sous forme de Bons du Trésor, à échéance d'un an, souscrits par la Disconto Gesellschaft de Berlin. Le 8 décembre, il contracta deux emprunts l'un de 2 millions de livres avec la maison J. Henry Schroeder de Londres, l'autre d'un million de livres avec la National City Bank de New-York, garantis par la surtaxe de 3 francs par sac qui avait été établie en prévision du Convenio de Taubaté, et remboursables à partir de 1908 en quatre annuités. Sur le montant du premier de ces emprunts, un million fut mis en réserve par le prêteur et servit à rembourser l'avance de la Disconto Gesellschaft à son échéance.

Pour poursuivre ses achats malgré l'insuffisance de ses ressources, le gouvernement pauliste obtint, à partir de septembre, d'un groupe international de maisons d'exportation des avances jusqu'à 80 % de la valeur des cafés achetés, à condition de les déposer en gage dans leurs entrepôts ; grâce à cette combinaison, il n'avait à payer qu'un cinquième de ses achats et pouvait les multiplier. A la fin de l'exercice financier de 1906, c'est-à-dire le 28 février 1907, l'Etat de Saint-Paul était en possession de 2.596.566 balles de café, qu'il avait achetées moyennant un prix total de 89.017 contos 976 milreis 761 reis, soit 139.965.372 francs, acquittés tant sur partie du produit des emprunts extérieurs (26.972 : 189 \$ 466) qu'en traités sur banquiers et correspondants spéciaux à concurrence de 80 % de la valeur des cafés exportés.

Engagé dans la valorisation, le gouvernement de Saint-Paul devait à tout prix la poursuivre sous peine d'aggraver la situation ; mais la commission des achats éliminait les cafés de qualité inférieure, dont le placement eût été difficile pour les exportateurs qui consentaient les avances. Les planteurs de Mines Geraes et de Rio, dont les produits étaient plus médiocres, se plaignaient d'être sacrifiés et demandaient à être dégrevés de la surtaxe de 3 francs.

Après l'arrivée de M. Penne à la présidence de l'Union, l'Etat de Saint-Paul, soutenu par les représentants des autres régions caféières, obtint de la Banque du Brésil, après un nouveau refus de concours de la maison Rotschild, des avances, d'abord de 6 millions de milreis, soit environ 10 millions de francs, pour l'achat de cafés inférieurs, des types 8 et 9, à Saint-Paul et à Rio, puis jusqu'à concurrence, en avril 1907, de 30.000 contos, ou 50 millions de francs.

Dans son message du 14 juillet, le président Tibiriçá déclarait : « le gouvernement de Saint-Paul, ayant retiré du marché plus que l'excédent provenant de la récolte 1906-1907, n'a pas jugé nécessaire de continuer à intervenir directement et d'une façon constante sur les marchés, ce qui a donné lieu au rétablissement de la libre concurrence et à la reprise normale des affaires du commerce de café.

« Le gouvernement, ajoutait le message présidentiel, ne pense pas se défaire des cafés acquis par lui et dispose de ressources suffisantes pour retenir, aussi longtemps qu'il le faudra, les cafés dont il est propriétaire ; il prétend n'en disposer que lorsque les nécessités de la situation l'exigeront, mais il ne les vendra qu'à des prix

compensateurs, assurant ainsi à l'agriculture les avantages qu'il a en vue et sauvegardant les intérêts du Trésor, sans se préoccuper de bénéfices ou de pertes, les opérations de la valorisation n'ayant pas été réalisées dans un but spéculatif ».

Les achats de cafés par l'Etat paraissaient donc terminés, mais il restait à assurer la seconde partie de l'opération ; la conservation des stocks, puis leur écoulement à des prix rémunérateurs pour les producteurs, sans perte ni bénéfice pour le Trésor.

L'Etat de Saint-Paul se trouvait propriétaire d'environ 8 millions de sacs de 60 kilos retirés du marché. Le prix total des achats, effectués aux cours du jour, à 42 fr. 50 en moyenne par 50 kilos, dépassait 400 millions de francs, dont un tiers avait été fourni par les emprunts et deux tiers par les avances des maisons consignataires.

A la fin de juin, le gouvernement de Saint-Paul obtint du Congrès fédéral l'autorisation de contracter un emprunt de 3 millions de livres. La récolte de 1907 s'annonçait beaucoup plus réduite que la précédente, et paraissait confirmer les prévisions des partisans de la valorisation. L'opération semblait avoir réussi. La maison Rotschild elle-même revenait sur son opposition et se chargeait de l'émission de l'emprunt, le 4 octobre 1907, sur le marché de Londres.

L'Etat de Saint-Paul obtint, en outre, de la Banque de Paris et de la Société Générale, une avance de 2 millions de livres, gagée sur sa part dans les revenus annuels de l'affermage du chemin de fer de la Sorocabana à un syndicat franco-américain.

A la fin de l'exercice 1907, l'Etat de Saint-Paul disposait de 8.146.123 sacs, dont l'achat était entièrement

liquidé. Au début de l'année 1908, il acheta encore 328.000 sacs.

En outre, afin de stimuler la hausse, le gouvernement avait fait procéder sur divers marchés à des achats à terme et soldés par différence. Il paraît résulter du rapport du secrétaire d'Etat de Saint-Paul du 1^{er} juillet 1908, que ces achats à titre spéculatif portèrent sur environ 2.400.000 sacs.

Les Cafés achetés par le gouvernement de Saint-Paul furent expédiés sur les Etats-Unis et sur l'Europe et emmagasinés dans les principaux ports, sous la surveillance immédiate de représentants fiscaux de l'Etat de Saint-Paul. Vers le mois d'août 1907, il ne restait plus sur les marchés de Santos et de Rio que 800.000 sacs, qui devaient être embarqués en temps opportun et warrautés à leur tour suivant les clauses des contrats de consignment.

Dans les derniers jours de mai et au commencement de juin 1908, par suite de la diminution sensible du stock mondial et sur les instances du commerce du café à l'étranger, en vue de répondre aux exigences de la consommation, l'Etat de Saint-Paul autorisa la vente publique sur les marchés au Havre, de Hambourg, de Londres, de Rotterdam, de Trieste et de New-York, d'une faible partie du stock de la valorisation jusqu'à concurrence de 305.160 sacs, à un prix minimum de 50 francs par 50 kilos. A cette nouvelle, les adversaires de la valorisation crièrent à la faillite de l'opération et prédirent la débâcle des cours. La Banque de France elle-même déclara qu'elle n'accepterait pas les warrants sur les cafés de la valorisation à un taux supérieur à 40 francs par 50 kilos. En fait, ces cafés, exclusivement de qualité supérieure, se vendirent à 50 francs et même au-dessus.

L'Etat de Saint-Paul fit, en outre, vendre environ 1.174.000 balles provenant de filières achetées à son compte sur les marchés européens.

En juillet 1908, le stock de la valorisation ne dépassait donc pas 7 millions de balles.

Malgré de vives résistances, seul et avec des ressources incertaines et improvisées au jour le jour, l'Etat de Saint-Paul avait réussi à constituer un stock supérieur de près de 2 millions de sacs à l'excédent de la récolte 1906-1907 sur la consommation de l'année. Il avait assuré aux planteurs la vente de leurs récoltes à des prix qu'ils n'auraient pu obtenir sans cet acheteur inespéré. Le secrétaire des finances, le Dr Egydio de Souza Aronha, était fondé, en conclusion de son rapport du 1^{er} juillet 1908, à affirmer la réussite de l'opération et à considérer l'équilibre du marché mondial comme rétabli.

SECTION V

Consolidation de la valorisation

Le Secrétaire d'Etat ajoutait toutefois qu'il convenait « à présent, de consolider d'une seule fois, en la rendant stable, cette heureuse situation et d'adopter par conséquent un ensemble de mesures qui permettront au gouvernement de maintenir son stock éloigné du marché jusqu'à ce que les nécessités de la consommation se fassent sentir et en exigent la vente ».

Or, la conservation de stocks considérables entraînait des frais très élevés : intérêts des emprunts, intérêts à 6 % des avances consenties par les consignataires et commission de consignation de 3 %, frais de magasi-

nage, de surveillance et de service. Pour assurer le succès définitif de l'opération, il fallait mettre les stocks à l'abri de toute surprise d'une vente massive, en donnant au gouvernement de Saint-Paul des moyens financiers plus assurés pour consolider sa position.

La loi promulguée le 25 août 1908 par l'Etat de Saint-Paul prend les dispositions suivantes :

La surtaxe d'importation est portée à 5 francs à partir du 25 septembre, afin de couvrir les frais annuels de la valorisation évalués à 40 millions.

L'article 1^{er} de la loi frappe d'une surtaxe ad valorem de 20 % la fraction des exportations qui viendrait à dépasser les contingents fixés respectivement, pour les trois premières campagnes, à 9 millions, 9 millions et demi et 10 millions de sacs. En limitant ainsi les exportations, la loi du 25 août 1908 renforçait l'effet de la loi de 1902 frappant d'un droit prohibitif les nouvelles plantations, laquelle avait été prorogée pour cinq ans à la fin de 1907, et elle tendait à freiner la surproduction pour l'avenir.

Enfin la loi de consolidation autorise le gouvernement à contracter un emprunt de 15 millions de livres sterling en vue de rembourser les emprunts et les avances des consignataires.

Le 24 novembre 1908, le Congrès autorisa le gouvernement de l'Union à accorder à l'emprunt la garantie fédérale, demandée par le syndicat d'émission, composé de la Société Générale et de la Banque de Paris et des Pays-Bas, souscripteurs pour un tiers ; de la Banque Schroeder de Londres, pour un tiers ; de la National City Bank de New-York, de la maison Bleichroeder de Berlin et de plusieurs banques belges, pour un tiers.

L'emprunt, garanti par l'Etat de Saint-Paul et par l'Union, était en outre garanti par la surtaxe de 5 francs sur les exportations, par le stock de cafés de la meilleure qualité s'élevant, au 31 décembre 1908, à près de 7 millions de sacs. L'Etat de Saint-Paul s'engageait à remettre aux banquiers les warrants ou autres titres de propriété du stock et à verser le produit de la surtaxe à leurs agents à Santos. Il s'engageait, en outre, à ne faire désormais aucun achat direct ou indirect de cafés, susceptible de concurrencer leur gage, et à ne pas modifier la surtaxe d'exportation.

L'emprunt fut émis sous forme de bons décennaux remboursables par amortissement, avec faculté de remboursement anticipé de la totalité de l'emprunt.

Un « Comité de gestion des cafés du gouvernement de Saint-Paul », composé de six représentants des banquiers et d'un représentant de l'Etat de Saint-Paul, fut chargé de la garde et de la vente des stocks, qui devait avoir lieu en quantités limitées, à un prix minimum fixé d'avance, de préférence de janvier à juillet, c'est-à-dire en dehors de l'époque de la vente des récoltes.

CHAPITRE VI

RÉSULTATS DE LA VALORISATION DE 1906

SECTION I

Effets de l'opération sur les Cours

Les cours des cafés ont continué à baisser pendant la première année de la revalorisation : de juin 1906 à juin 1907, ils sont tombés, au Havre, pour les 50 kilos de Santos, de 43-45 à 35-36 francs. En juillet 1907, ils commencent à monter (35-39) et poursuivent d'abord avec des hésitations de juillet 1907 à juin 1908, puis avec plus de continuité leur ascension qui les conduit aux niveaux de 40,50-42,25, en juin 1908, à 41,25-43,75 ; en juin 1909, 44-46,50, en juin 1910, 66,25-68,50 en juin 1911, 83-86,25 en juin 1912, 86-89,25 en décembre 1912. Les cours fléchissent ensuite jusqu'à 67,25 en juin 1913.

La baisse pendant le second semestre de 1906 s'explique par l'apport continu de la formidable récolte sur le marché. Chaque jour apporte la nouvelle d'une production plus considérable encore que celle escomptée tout d'abord. Les arrivages continuent à Santos même après janvier 1907, jusqu'en juin 1907, à une époque où les entrées diminuent ordinairement. Le total de la récolte

atteint 15.392.000 sacs pour Saint-Paul et 19.626.000 pour l'ensemble du Brésil.

Au 30 juin 1907, le stock représente 16.380.000 sacs, soit une année de consommation d'avance. Le gouvernement en a acheté près de la moitié (7.800.000) et cependant les cours baissent : on imagine mal jusqu'à quel niveau ils seraient tombés sans son intervention. Bien que le stock disponible soit inférieur de plus d'un million de sacs à celui de juin 1906, les prix sont plus bas. Cela tient à ce que le retrait des stocks de la valorisation paraît précaire ; en raison des moyens limités et fragiles dont il dispose, le gouvernement pauliste n'est pas en mesure d'effectuer des achats par quantités massives, et les marchés caféiers peuvent craindre qu'il ne soit contraint à bref délai d'arrêter l'opération et de rejeter ses stocks dans la circulation.

La consolidation confère, au contraire, à partir du second semestre de 1908, un caractère solide et durable à la valorisation et rend la certitude aux transactions commerciales, à la spéculation. Le gouvernement pauliste dispose désormais de moyens qui lui permettent de n'écouler les cafés warrantés qu'au moment opportun.

De plus, les déficits annuels de la production des campagnes 1907-1908 et suivantes permettent au Comité des ventes d'écouler peu à peu le stock valorisé, qui diminue de 8.169.000 sacs en juin 1908, à 3.142.000 en juin 1913, et de jouer le rôle de régulateur des stocks disponibles.

La spéculation a joué aussi un rôle important, prédominant même, dans le redressement des cours : son action peut seule expliquer la montée des prix de 100 % de 1909 à 1912. Elle a trouvé ses acteurs parmi les grandes banques intéressées à une appréciation des stocks qui cons-

tituaient le gage de leurs avances, parmi les planteurs et les « commissarios » qui, disposant d'une trésorerie alimentée par des prix plus rémunérateurs, étaient en mesure de dicter leur loi en stockant leur récolte. Dans les premiers mois de 1911, un syndicat brésilien avait accaparé près d'un million et demi de sacs sur la place de Santos (1). En octobre 1911, le stock de Santos dépassait 3 millions de sacs. La spéculation était ardente à Santos et à New-York, et chaque nouvelle hausse des cours l'encourageait. A Hambourg, les transactions à terme portaient sur un million de sacs par semaine, soit le dixième de la récolte annuelle à Santos.

Les ventes du Comité, qui s'élevèrent à 1.200.000 sacs en 1911 et 700.000 en 1912, permirent à la valorisation de réaliser des bénéfices substantiels. Effectuées de janvier à juin, elles laissaient le champ libre à la spéculation pendant le second semestre. Le Comité eût sagement agi en prévenant le jeu effréné de la spéculation par la menace de mettre en vente, quand les cours dépasseraient un certain niveau, des quantités supplémentaires de cafés valorisés.

En 1913, bien que les stocks fussent, au 30 juin réduits à 10.288.000 sacs, les prix du café ont baissé, parce que la spéculation, découragée dans tous les pays par les inquiétudes causées par la politique générale, a cessé de les soutenir artificiellement.

SECTION II

Adaptation de la production à la consommation

La politique de la valorisation des cafés inaugurée par l'Etat de Saint-Paul reposait sur un double postu-

(1) *Brésil*, 5 Mars 1911.

lat : la possibilité d'arrêter toute augmentation de la production dans le monde et l'accroissement de la consommation suivant la progression constatée pendant les années précédentes, devait aboutir au rétablissement de l'équilibre entre l'offre et la demande.

§ 1. MOUVEMENTS DE LA PRODUCTION

Du côté de la production, les hommes d'Etat paulistes estimaient que, dans l'Etat de Saint-Paul, les restrictions apportées par le législateur aux plantations nouvelles allaient limiter les récoltes annuelles et, d'autre part, le monopole naturel du Brésil empêcherait les cultures étrangères de se développer à l'abri de la hausse des cours.

La loi de 1902 tendait plutôt à régulariser qu'à prohiber les plantations de nouveaux caféiers ; elle n'interdisait pas de remplacer les pieds détruits ou épuisés ; l'impôt de deux contos par alquiera risquait de perdre sa vertu prohibitive, en cas de hausse de prix. En fait, de 1902 à 1907, les bas prix du café et la hausse du change arrêtaient les plantations. Le secrétariat de l'agriculture, en 1907, constatait dans cette période une augmentation de 23.845.000 pieds seulement sur le nombre de 665 millions de caféiers relevé en 1902.

La loi de 1902 avait été prorogée pour cinq ans en 1907 ; mais pour décourager les plantations nouvelles, que la consolidation était susceptible de développer par la perspective d'un relèvement des prix, la loi de 1908 renforça la loi de 1902 en frappant d'une taxe de 20 % les exportations qui dépasseraient un certain contingent. Les faibles récoltes des campagnes 1910-1911, 1911-1912

et 1912-1913 permirent au gouvernement d'en suspendre l'application à partir de la fin de 1910.

En 1911, les cours élevés des cafés ayant atténué la vertu de la surtaxe d'exportation, l'Etat y substitua une surtaxe de sortie ad valorem de 20 % sur les cafés inférieurs au type n° 7 de New-York.

Ces diverses mesures eurent pour résultat d'amener les planteurs à perfectionner leurs méthodes d'exploitation et de préparation du café et, par la réduction du prix de revient et l'amélioration de la qualité des cafés, à renforcer le monopole naturel du Brésil.

Toutefois, si le total des plantes de caféiers en 1910 est à peu près identique à celui de 1907, la hausse des prix au-dessus de 80 francs, stimule à nouveau la fièvre des plantations, à l'abri de la tolérance du gouvernement de Saint-Paul, convaincu du rétablissement prochain de l'équilibre de l'offre et de la demande. Un communiqué du gouvernement publié en 1913 avouait au moins l'existence de 30 millions de nouveaux caféiers.

La hausse des cours n'allait-elle pas favoriser, au détriment des planteurs de l'Etat de Saint-Paul, qui supportait seul la charge de la valorisation, la concurrence des autres Etats de l'Union brésilienne, et celle des pays étrangers ?

Le convenio de Taubaté avait associé les Etats de Minas Geraes et de Rio à l'entreprise de revalorisation, mais après l'échec de ce projet auprès du gouvernement fédéral, ils s'étaient retirés de la combinaison. Dès la fin de la même année, ils s'engagèrent, par un compromis du 15 décembre, à lever la surtaxe de 3 francs sur leur territoire, mais sans en affecter le produit aux dépenses de la valorisation, et l'absence de limitation d'exporta-

tion, de taxe de sortie sur les cafés de qualité inférieure permit à l'Etat de Rio d'écouler sans concurrence de Santos, ses produits dans tout le territoire fédéral.

Toutefois, malgré la hausse des cours des cafés à partir de 1908, les enquêtes constataient plutôt un déclin de la production dans les Etats autres que l'Etat de Saint-Paul (2).

Quant à la production étrangère, le Dr Augusto Ramos avait conclu d'une enquête sur les plantations que le Brésil disposait d'un véritable monopole naturel et que, même au cours de 80 francs, la concurrence étrangère ne pourrait se développer d'une manière sensible. Cette affirmation avait exercé une influence décisive sur la politique du gouvernement de Saint-Paul.

Les statistiques confirmèrent ces prévisions et démentirent les pronostics pessimistes de ceux qui craignaient de voir les charges fiscales imposées aux exportations brésiliennes compenser l'infériorité naturelle des autres pays producteurs. Les exportations totales de cafés des Etats autres que le Brésil, supérieures dans la période de 1890 à 1894 à celles de l'Etat de Saint-Paul (4.527.000 sacs contre 3.098.000) inférieures dans la période quinquennale suivante (4.527.000 contre 5.127.000) déclinent de 1900 à 1904 (3.993.000), tandis que les exportations de Saint-Paul en dépassent le double (8.061.000). La primauté des plantations paulistes s'accuse davantage de 1905 à 1910 (3.842.000 contre 10.121.000), et pendant les campagnes 1910-1911, 1911-1912 et 1912-1913, dépasse encore la proportion du simple au double (4.095.000 contre 3.883.000 sacs). La crise

(2) *Bulletin d'information du Brésil*, 1913, p. 685.

du café à l'étranger a donc précédé de cinq ans celle du Brésil ; la chute des cours, provoquée par la masse des cafés paulistes jetés sur le marché, a déterminé la ruine des planteurs étrangers, sans atteindre encore les planteurs brésiliens, protégés dans leur revenu par la baisse du milreis. Le léger relèvement constaté de 1910 à 1912 tient à la concurrence tentée par l'Etat de Java aux cafés du Brésil. La production du café Robusta à Java a monté rapidement, entre 1910 et 1913, de 30.265 pikuls (de 61 kilos 672) à 303.549. Mais les plantations de cafés, solidaires des plantations de caoutchouc, ont subi le contre-coup de leur crise après avoir bénéficié de leur prospérité.

Conformément aux prévisions du D^r Ramos, l'Etat de Saint-Paul, grâce à ses avantages naturels et à ses méthodes perfectionnées de production et de traitement du café, a conservé son monopole de fait et la valorisation ne l'a pas compromis au bénéfice de ses concurrents étrangers.

§ 2. MOUVEMENTS DE LA DEMANDE - LA PROPAGANDE

L'accroissement progressif de la demande était le second postulat des valorisateurs. Faisant état d'une augmentation moyenne de 400.000 sacs de la consommation constatée par les statistiques pendant les années antérieures, ils prévoyaient, dès 1912-1913, une consommation annuelle voisine de 19 millions de sacs, notablement supérieure à la production.

Ils avaient d'ailleurs envisagé, dans l'article 3 du Convenio de Taubaté, l'organisation, en vue de stimuler la consommation du café, d'une propagande active, sous

toutes les formes de la publicité : réclame , exploitations ambulantes, conférences, projections cinématographiques, magasins de vente spéciaux, subventions. L'objet assigné à cette propagande était, aux termes de l'article 3 du Convenio, de développer la consommation sur les marchés actuels, ouvrir au café de nouveaux débouchés dans les pays qui en consomment peu ou pas, de lutter le plus possible contre les innombrables fraudes et falsifications.

Les paulistes espéraient notamment, par un service régulier et permanent de propagande, porter la consommation en café, dans les pays où elle était inférieure en moyenne à un kilo par tête et par an (Angleterre, Italie, Autriche, etc...), au niveau des 5 ou 6 kilos consommés en Hollande, en Belgique ou aux Etats-Unis.

Un décret du 29 janvier 1908 organisa à grands frais un service de propagande dans toutes les parties du monde, jusqu'en Extrême-Orient. Dès 1907, une compagnie fut constituée pour la propagande en Grande-Bretagne, et reçut en cinq années 1.200.000 francs de subventions. L'année suivante, le gouvernement passa un contrat de trois ans avec une firme nippon-brésilienne pour l'établissement au Japon de 15 magasins de vente au détail. La compagnie devait recevoir une subvention annuelle de 45.000 francs et la fourniture gratuite de 1.500 à 3.750 sacs de café Santos.

Pendant les premières années de la valorisation, la consommation augmenta notablement, elle s'éleva de 16.300.000 sacs, en 1905-1906, à 18.213.000, en 1909-1910, soit un accroissement moyen de 400.000 sacs par an, conforme à celle escomptée par les paulistes.

Mais cet heureux résultat était la conséquence, non

pas de la propagande, mais des prix encore bas des cafés. Dès que, en 1910-1911, se produisit une hausse sensible, de 45 à 68 francs, la consommation tomba immédiatement d'un million de sacs. Peut-être ce fléchissement s'expliquait-il par la mise en circulation des « stocks invisibles » accumulés par le commerce de détail pendant les bas prix (3). En tout cas, les débouchés continuèrent à fléchir à 17.454.000 sacs en 1911-1912 et à 17.123.000 en 1912-1913. La diminution de la consommation résultait clairement de la hausse des prix. Le gouvernement dut reconnaître la faillite de la propagande et dénonça la plupart des concessions et subventions de propagande.

La diminution des débouchés était d'ailleurs inégale selon les pays ; en Italie, la consommation continuait même à progresser, mais au bénéfice des cafés d'autre provenance que du Brésil. La valorisation profitait ainsi à ses concurrents.

La récolte de 1913-1914 fut légèrement supérieure à la consommation, et la récolte de 1914-1915 fut déficitaire.

§ 3. LIQUIDATION DE L'OPÉRATION

L'opération fut définitivement liquidée au cours de la guerre mondiale, grâce à l'augmentation de la consommation mondiale, portée de 17.582.000 de sacs, en 1913-1914, à 21.658.000 en 1914-1915 et à 21.200.000, en 1915-1916, et à la faible récolte (12.741.000) du Brésil en 1916-1917.

Les Docks-Entrepôts du Havre emmagasinaient à eux seuls plus d'un million et demi de sacs qui furent

(3) *Brésil*, 7 Mai et 2 Novembre 1911.

aisément écoulés pendant la guerre en 1916 pour les besoins des armées.

Les stocks qui restaient encore à Hambourg, Brême, Anvers, au début des hostilités furent réquisitionnés par l'Allemagne et par l'Autriche.

L'emprunt de 7 millions et demi de livres conclu en 1913, gagé sur la vente des cafés de la valorisation et la surtaxe de 5 francs était virtuellement liquidé en 1915, car le produit des cafés vendus et de la surtaxe était plus que suffisant pour le rembourser et laissait un solde en faveur de l'Etat de Saint-Paul.

Mais les sommes étaient déposées, selon les clauses du contrat d'emprunt, à la maison Bleichroeder de Berlin ; sous prétexte qu'elles devaient aller en Angleterre, pays ennemi, le gouvernement allemand s'opposa à leur transfert.

Aux termes de l'article 263 du traité de Versailles, l'Allemagne garantit au gouvernement brésilien le remboursement, y compris les intérêts au taux stipulé, de toutes les sommes déposées au titre de la valorisation à la Banque Bleichroeder, au taux du change du mark au jour du dépôt. Ces sommes s'élevaient à 125.787.481 marks soit, à la date de leur dépôt, 6 millions de livres sterling.

SECTION III

Résultats de la valorisation pour les planteurs

La valorisation a été organisée pour arrêter la chute des cours et prévenir la ruine des planteurs. Dans la période d'achat de stocks, elle n'a pas enrayé la baisse, mais sans son intervention, la baisse eût été certaine-

ment beaucoup plus accusée : lorsque le gouvernement fédéral refusa sa garantie, les transactions s'arrêtèrent et les cours ne furent plus cotés. Sans l'action du gouvernement de Saint-Paul, la débâcle eût été générale ; une grande partie des plantations auraient été abandonnées et, au bout d'un ou de deux ans, auraient cessé d'être exploitables.

La spéculation n'aurait pas suffi à maîtriser la baisse aussi efficacement que les achats du gouvernement ; elle aurait hésité, en présence du flot croissant de la récolte de 1906-1907, à engager un capital aussi important que le fit l'Etat de Saint-Paul.

La valorisation à ses débuts a donc permis aux planteurs de survivre. Lorsqu'elle s'est affermie, elle les a encouragés à réduire leur prix de revient, notamment par la suppression des intermédiaires « ensaccadores ». Le gouvernement leur a facilité le crédit à meilleur marché et obtenu des réductions sur les tarifs des transports par voie ferrée.

La valorisation a exercé une action favorable sur l'économie générale : immigration, mouvement commercial du port de Santos, augmentation de la valeur des importations, afflux de capitaux. On peut lui reprocher d'avoir augmenté le prix des denrées et de la main-d'œuvre, et réveillé l'esprit de spéculation, qui a entraîné de nombreuses faillites, en 1913, parmi les maisons les plus importantes : Compagnie auxiliaire du commerce du café ; Banque Agricole de Saint-Paul ; Banque de crédit rural, etc...

Pour assainir le marché national, assurer aux transactions la sécurité et aux producteurs le crédit, le gou-

vernement de Saint-Paul envisageait, en décembre 1913, la création à Santos et dans les principaux centres, de magasins généraux, dans lesquels les planteurs pourraient consigner leurs cafés contre avance de 80 % de la valeur. L'écoulement de la récolte serait ainsi régularisé. La Caisse de crédit hypothécaire et agricole de Saint-Paul porterait son capital de 50 à 100 millions, en vue d'escompter les warrants de cafés.

Pour prévenir la spéculation désordonnée, une Bourse de Commerce officielle et une caisse de liquidation étaient projetées en vue d'assurer la réalité des transactions.

SECTION IV

La valorisation et les consommateurs

Les consommateurs ont-ils fait les frais de la valorisation ?

Il est malaisé de déterminer si les surtaxes d'exportation ont été supportées par les planteurs, ou sont retombées par incidence sur les consommateurs. Ceux-ci ont, en tout cas, payé la plus-value des stocks retenus par la valorisation.

M. Augusta Ramos arguait dans son rapport que le rejet de la valorisation entraînerait l'abandon des cultures de cafés et, par suite, une hausse extraordinaire des prix.

Pendant la première période de la valorisation, les prix restèrent assez bas. En 1908, une poussée de hausse déterminée par la spéculation sur le marché du Havre fut brisée par la décision prise par la Banque de France,

le 14 mai, de ne plus accepter les warrants de cafés calculés sur un prix de base supérieur à 40 francs.

A partir de décembre 1908, le Comité s'interdit tout nouvel achat et commence à liquider ses stocks. La hausse de 1909-1910 est lente et commandée par la situation commerciale du monde.

C'est à la fin de 1910, en 1911 et en 1912 que la spéculation s'est développée et a porté le prix du café au cours injustifié de 90 francs. Elle suscita de violentes attaques dans les Chambres de France, des Etats-Unis et de New-York.

En France, le député Brizon, à la séance de la Chambre des Députés du 12 décembre 1910, dénonça la valorisation qui refusait de vendre pour faire hausser les cours et demanda contre elle l'application de l'article 419 du Code Pénal.

La preuve de manœuvres frauduleuses ou de fausses nouvelles, élément de l'infraction pénale de l'accaparement, n'était pas administrée. Une enquête ouverte en 1911 par le commissaire aux délégations judiciaires Povet, sur la plainte de l'Association des brûleurs de café, fut classée.

Le 10 juin 1912, le député Briquet déposa à la Chambre une résolution tendant à appliquer aux cafés stockés dans les ports français au nom du Comité de revalorisation la disposition du règlement des douanes qui autorise l'Administration, à l'expiration d'un délai de trois ans, à mettre en demeure l'importateur d'acquitter les droits d'entrée ou, à défaut, à faire vendre d'office les marchandises.

Le gouvernement repoussa cette proposition, qui aurait détournée vers les ports étrangers les cafés entre-

posés au Havre et à Marseille. La loi du 5 août 1913 s'efforça seulement d'affranchir en partie la France du monopole brésilien et de favoriser l'accès du marché français aux cafés des colonies par une exonération totale des droits de douane.

M. Briquet invitait, en outre, le gouvernement à faire pression sur la Société Générale, membre du Comité des ventes et consignataire de tous les cafés entreposés en France, pour qu'elle accélérât la vente de ses stocks. Mais, répondit le gouvernement, il importe de sauvegarder les capitaux français engagés dans les entreprises brésiliennes et de signaler la liquidation anticipée des stocks servant de gage aux emprunts.

En février et avril 1911, sur l'initiative du député Norris, la Chambre des représentants aux Etats-Unis ordonna une enquête sur la violation éventuelle du Sherman act sur les trusts et de la libre concurrence. Des poursuites furent engagées et 930.000 sacs de cafés consignés au nom de M. Sielcken, membre du Comité des Ventes dans les entrepôts de la « Dry Dock C° », firent l'objet d'un mandat provisoire de séquestre. La Cour du circuit de New-York leva le séquestre et mit M. Sielcken en liberté provisoire.

Une loi du 4 février 1913 renforça la portée du Wilson bill et édicta la saisie des marchandises importées en violation de ses dispositions. Sans attendre ce vote, le gouvernement des Etats-Unis avait continué les poursuites et, par une pression directe sur le gouvernement brésilien, le contraignît à liquider en janvier 1913 le stock de près de 900.000 sacs entreposé aux Etats-Unis.

Le Brésil répliqua par des mesures de représailles (suspension de droits préférentiels, etc...).

CHAPITRE VII

LES VALORISATIONS DE 1917 ET DE 1921

Nous avons exposé avec quelques détails l'histoire, le mécanisme et les résultats de la première valorisation des cafés au Brésil. C'est la plus intéressante à étudier, en raison des controverses et de l'opposition suscitées par le principe même de cette politique d'intervention, par l'ampleur du problème qui se posait aux autorités brésiliennes en raison de l'amplitude des stocks à résorber, qui contraste avec la précarité des premiers moyens financiers et de la longue période sur laquelle s'est déroulée l'opération.

Le gouvernement de Saint-Paul, d'abord seul, puis épaulé par l'Union fédérale a atteint l'objectif de la première valorisation, la sauvegarde de l'économie caféière par le redressement des cours et le rétablissement de l'équilibre entre la production et la consommation.

Ce succès a eu pour conséquence de rallier l'opinion, d'abord en partie hostile à la thèse facile de l'intervention de l'Etat dans le domaine économique. Lorsque les planteurs se sont trouvés en face de nouvelles difficultés, la solution a été à nouveau cherchée dans le système de la valorisation.

Il est permis de passer rapidement sur les deux valorisations de 1917 et de 1921, qui ont trouvé le terrain tout préparé et n'ont pas soulevé les mêmes discussions sur les mêmes difficultés d'application que celle de 1906, et n'ont pas eu, à beaucoup près, la même amplitude.

SECTION I

La valorisation de 1917

Après les deux premières années de la guerre, la consommation du café subit un fléchissement de près de 5 millions de sacs en 1916-1917 et de plus de 6 millions en 1917-1918 sur les chiffres de l'exercice 1915-1916. La récolte du Brésil, en 1915-1916, avait atteint près de 16 millions de sacs (15.960.000) en augmentation de 2.500.000 sur celle de 1914-1915 (13.471.000). La production mondiale avait monté d'un exercice à l'autre de 18.759.000 sacs à 21.304.000. Après une récolte médiocre en 1916-1917, la récolte pour 1917-1918 au Brésil s'annonçait considérable : elle s'éleva à près de 16 millions de sacs (15.836.000).

Les cours à New-York du café, type Rio n° 7 étaient tombés de 7,25-9,56 en 1916-1917 à 6,70-8,84 en 1917-1918.

L'Etat de Saint-Paul prit à nouveau la direction des opérations. Il ne pouvait plus compter sur le concours des marchés financiers européens, en raison de l'état de guerre. Il demanda le concours de l'Union Fédérale. Encouragé par la réussite de la première valorisation, le gouvernement fédéral obtint du Congrès, le 28 août 1917, l'autorisation de mettre à la disposition de l'Etat de Saint-Paul une avance de 110.000 Contos de reis, soit,

au cours du change (environ 12,5 pence par milreis) 5.700.000 livres.

Du 1^{er} novembre 1917 au 30 juin 1918, le gouvernement pauliste acheta et retira du marché 3.073.000 sacs.

A la suite de cette opération, le prix moyen du Santos à disponible à New-York monta de 9 c. 47, en novembre 1917, à plus de 11 cents, en avril 1918.

A la fin de juin survinrent de fortes gelées, auxquelles est resté le nom de gelées de 1918, qui, en quelques nuits, provoquèrent une réduction sensible des récoltes. Le succès de la valorisation était assuré, en même temps que fut consommée la ruine de nombreux planteurs.

Cet événement entraîna une brusque envolée des cours. En août 1919, le cours moyen mensuel du Santos n° 4 à New-York atteignit 29 c. 56.

Par suite des dommages considérables causés aux caféiers par les gelées, les récoltes 1918-1919 et 1919-1920 furent minimes : 9.712.000 sacs en 1918-1919 (au lieu de 15.836.000 sacs pendant la campagne précédente) et 7.500.000 en 1919-1920. Les débouchés mondiaux, par contre, augmentèrent, passant de 14.833 sacs, en 1917-1918, à 15.968.000 en 1918-1919 et 18.500.000 en 1919-1920.

Ce concours de circonstances, purement fortuites, favorisa l'écoulement rapide du stock de la seconde valorisation. Il fut liquidé en juin 1920, et laissa à la valorisation un bénéfice évalué à 4 ou 5 millions de livres.

L'Etat de Saint-Paul remboursa son avance à l'Union fédérale et lui versa sa part dans le bénéfice de l'opération.

Le gouvernement fédéral s'était procuré les 110.000 Contos de l'avance par une émission de papier-monnaie, qu'il laissa en circulation après avoir été remboursé par l'Etat de Saint-Paul.

SECTION II

La valorisation de 1921

La crise économique mondiale de 1920 entraîne à nouveau un resserrement de la consommation, tandis que la récolte de 1920-1921 au Brésil s'annonce très abondante (14.496.000 sacs). Les cours à New-York du Rio n° 7 fléchissent de 13-23,14 en 1919-1920, à 4,92-13,65 en 1920-1921.

Cette fois, c'est le gouvernement fédéral qui va diriger une nouvelle valorisation, avec le concours financier des producteurs de l'Union et des banques étrangères. Le fonds de valorisation est constitué par un apport de 15.000 Contos de l'Etat de Saint-Paul, un apport de 10.000 Contos par chacun des Etats de Minas Geraes, Rio, Bahia et Espirito-Santo, par une participation du Trésor fédéral, fournie par des avances de la Banco du Brésil et de banques étrangères. Puis, au début de 1922, avec la participation de banquiers britanniques, le gouvernement de l'Union plaça un emprunt de 9 millions de livres, dont 7 à Londres et 2 à New-York, amortissable en trente ans. Cet emprunt était garanti par une consignation de 4.500.000 sacs de café, évalués à 13 millions de livres, achetés par le gouvernement fédéral de mars 1921 à la fin de 1922, et dirigés principalement sur Londres et sur Gênes.

La liquidation de l'opération fut, une fois de plus, favorisée par les conjonctures générales. Les récoltes au Brésil furent faibles en 1921-1922 (12.862.000 sacs) et surtout en 1922-1923 (10.194.000), tandis que la consommation mondiale remontée après la crise de 1920, à

19.717.000 sacs, en 1921-1922 et à 19.161.000 en 1922-1923.

La liquidation des stocks fut terminée au début de 1924 et, dès le mois de février, le gouvernement put offrir aux porteurs, qui l'acceptèrent pour la plupart, le remboursement anticipé de l'emprunt, qui avait été conclu pour trente ans.

CHAPITRE VIII

LA DÉFENSE PERMANENTE DU CAFÉ

Les trois opérations de valorisation des cafés tentées au Brésil ont réussi à éviter la ruine aux planteurs, à redresser les cours et à rétablir un équilibre momentané entre la production et la consommation. A vrai dire, leur succès s'explique dans une large mesure par un concours de circonstances favorables et imprévues, telles que la guerre de 1914-1918, les récoltes déficitaires et les gelées de 1918.

Le principe de la valorisation, tout d'abord vivement discuté, a recueilli l'adhésion d'un grand nombre d'opposants, l'appui de l'Etat fédéral, comme de la haute finance, lorsque le succès eut couronné cette tentative. La valorisation a paru le procédé efficace de rétablissement de l'équilibre entre la production et la consommation. Une fois le principe accepté, les producteurs d'autres articles n'ont pas manqué de réclamer sa protection, estimant injuste que, seule, une catégorie économique si importante soit-elle, bénéficie du concours des finances publiques : le Brésil a pratiqué la valorisation du caoutchouc et envisagé celle du cacao.

Des réserves sur le principe de la valorisation ont été

exprimées dans le rapport de la mission de conseillers anglais réunie en 1923 par le président Bernardès :
« Nous avons pu nous convaincre que la part prise par
« le gouvernement dans ces opérations n'est pas sans
« entraîner de gros risques qui peuvent se traduire par
« une perte considérable, par une tentation d'enfler la
« circulation ou de contracter de nouvelles et lourdes
« dettes, en vue de venir en aide aux producteurs de
« café ou à ceux qui leur ont accordé des prêts garantis
« par ce café. En outre, nous estimons qu'il n'appartient
« pas au gouvernement fédéral de prêter son crédit, sur
« une si large échelle, à une industrie privée. Mais nous
« ne désirons pas que le café soit abandonné à la merci
« des spéculateurs étrangers. Nous estimons que sa dé-
« fense doit être entreprise par les producteurs eux-
« mêmes, plutôt que par l'Etat. Nous notons avec plaisir
« l'intention du gouvernement de poursuivre une politi-
« que qui satisfasse à cette conception ».

Une fois admis le principe de l'intervention des pouvoirs publics, il leur eût été difficile de refuser aux planteurs toute protection dans une nouvelle crise du café. La première valorisation avait été envisagée comme une mesure provisoire, destinée à redresser une situation économique momentanément difficile. Les protagonistes de l'idée de valorisation avaient eux-mêmes dressé des pronostics sur l'adaptation de la production à la consommation dans l'avenir.

Cet équilibre ne s'est pas réalisé d'une manière durable, définitive ; des récoltes dépassant toutes les prévisions et de beaucoup supérieures à celle de 1906-1907 ; des circonstances telles que la guerre, la crise de 1920, ont déjoué les calculs sur l'augmentation constante de la

consommation. En 1917 et en 1920, le gouvernement a été obligé d'intervenir de nouveau.

Ainsi s'est peu à peu implantée dans les esprits l'idée de la nécessité chronique d'une protection des cafés. Dès lors, au lieu d'attendre la menace immédiate d'une crise pour improviser des mesures, coûteuses à financer dans un moment difficile, il a semblé préférable de créer un organisme permanent de défense rationnelle du produit.

Le principe de la défense permanente du café a été consacré par la loi fédérale du 19 juin 1922.

Cette loi, d'une portée générale, autorisait le gouvernement fédéral (article 1^{er}) à encourager le développement de la production nationale en prenant les mesures nécessaires en vue de parer à toutes les circonstances critiques et en créant des instituts permanents.

Le titre 1^{er} envisageait un certain nombre de mesures en faveur de produits autres que le café (viande séchée, coton, cacao, caoutchouc, maté, sucre, élevage).

Le titre II concernait le café. Il instituait un « Comité de contrôle et de défense », appelé plus tard « Comité de défense permanente du café ».

Le Comité, composé de cinq membres et présidé par le Secrétaire d'Etat des finances, devait siéger dans la capitale fédérale. Il avait pour mission d'organiser la défense permanente du café, par les mesures suivantes :

1° prêts garantis par des cafés déposés dans des magasins généraux ou des magasins officiels de l'Union ou des Etats ;

2° achats de cafés et retrait provisoire du marché, pour la régularisation de l'offre ;

3° création d'un service d'information et de propagande en vue d'augmenter la consommation et de réprimer les falsifications.

Le Comité disposait d'un fonds de 300.000 contos, constitué à l'aide des ressources suivantes : bénéfices provenant de la liquidation du stock de la valorisation en cours, ou d'autres opérations de défense du café ; contributions des Etats ; opérations de crédit à l'intérieur ou à l'étranger ; émission de papier-monnaie, dans la mesure seulement nécessaire pour compléter le fonds de défense et sous réserve d'incinération après dénouement des opérations.

La loi du 19 juin 1922 est restée inappliquée : le Comité et le fonds spécial n'ont pas été constitués. Toutefois, au début de la campagne 1923-1924, le Gouvernement, en vertu des pouvoirs qu'il tirait de l'article 1^{er} limita les entrées par jour ouvrable à 35.000 sacs pour Santos, et à 12.500 pour Rio.

C'est la loi de finances du 31 décembre 1923 qui a effectivement inauguré la politique de défense permanente du café et en a précisé les bases. Elle autorise le gouvernement fédéral à organiser l'Institut de défense permanente du café et à prendre les mesures nécessaires pour régulariser les entrées du produit dans les ports par la limitation des transports et conclure avec les Etats de l'Union producteur de café, en vue de l'établissement d'une taxe de transport de 800 reis-or par sac. Cette taxe, destinée à garantir un emprunt pour constituer le fonds de défense permanente, sera perçue par les chemins de fer et versée chaque mois au compte spécial de l'Institut de défense au Banco do Brasil.

Le mécanisme de défense permanente n'est plus le même que dans les valorisations antérieures. Pendant l'application des mesures de valorisation, l'action du gouvernement avait été considérablement entravée par

la consignation à l'étranger de la plus grosse partie des stocks de la valorisation. En dehors des incidents spéciaux, comme le procès Sielcken et la saisie des stocks par l'Allemagne en 1914, les stocks consignés, bien que non mis en vente, exerçaient une influence sur les cours : la statistique révélait en effet leur existence et leurs mouvements, l'augmentation du nombre de sacs stockés, soulignait la surabondance de la production, et la menace d'une liquidation toujours possible à un moment défavorable suffisait pour peser sur les prix.

Désormais c'est sur le sol même du Brésil que les stocks de cafés sont conservés ; mais les magasins-docks des ports de Santos et de Rio n'étaient pas assez vastes pour recevoir et conserver ces stocks et les relevés statistiques mensuels des entrées et des sorties agissaient aussi sur les cours de cotation.

Pour éviter cet écueil, c'est dans des « magasins régulateurs » édifiés à l'intérieur du territoire du Brésil, que les stocks seront désormais consignés.

En second lieu, on limite les recettes, c'est-à-dire les arrivées aux deux ports principaux de Santos et de Rio à des quantités correspondant à peu près à la demande moyenne annuelle de consommation normale.

Par ce double procédé, le café emmagasiné dans les magasins de l'intérieur, échappant à un contrôle effectif, ne figure pas dans les statistiques mensuelles, et celles-ci révèlent des arrivages réguliers sur les ports.

Tous les cafés disponibles pour lesquels il n'existe pas de demande immédiate sont ainsi éliminés des ports d'embarquement, et stockés dans des magasins régulateurs.

La limitation des recettes, édictée en 1923, était réali-

sable par suite de l'état rudimentaire des réseaux ferrés et routiers du Brésil, qui permettait un contrôle relativement facile dans les gares intérieures régulatrices.

Si la demande de l'étranger augmente, si les stocks dans les ports sont trop réduits, l'Institut ouvre d'avantage le robinet des recettes. Si les cours baissent, la réduction des recettes et même la suppression des arrivages suffisent à raréfier le stock disponible à l'exportation et à raffermir les prix.

Les magasins régulateurs ont été installés aux points de jonction des voies ferrées. Leur liaison avec le trafic ferroviaire présentait un double avantage : d'une part, adapter la sortie des produits des stations d'origine suivant les capacités maxima des transports et utiliser au mieux le matériel roulant et de traction des Compagnies; en second lieu, garantir la régularité des entrées dans le port d'embarquement, conformément aux indications de la production et du marché.

La construction des magasins régulateurs a été étudiée d'après la moyenne des récoltes annuelles. Leur capacité totale est de 4.701.000 sacs. En cas de récolte exceptionnellement abondante, les magasins des compagnies de chemins de fer peuvent être utilisés.

Les magasins, édifiés par le gouvernement fédéral, sont administrés par les lignes de chemins de fer qui les desservent. Le transport du café est libre, du lieu de production au magasin régulateur. Arrivé au magasin, le produit est soumis à la procédure régulatrice arrêtée par le gouvernement.

L'embarquement est subordonné à une autorisation officielle, adressée au chemin de fer et répartie suivant les quantités requies. Le total des autorisations est au

maximum égal au chiffre-limite arrêté pour l'entrée quotidienne au port d'embarquement. Les chemins de fer transmettent chaque jour au contrôle le détail du mouvement des cafés en magasin ; stocks de la veille, arrivages et expéditions, stocks du jour.

Le gouvernement assume seulement la charge des assurances des bâtiments et des marchandises entreposées.

Contrairement à la méthode des valorisations antérieures, le gouvernement, dans le système des magasins régulateurs, n'achetait plus les cafés aux planteurs. Ceux-ci demeurent propriétaires du café et l'Institut de défense se borne à financer les opérations. L'Etat n'a donc plus à effectuer des achats fort onéreux de produits livrés à l'exportation et consignés à l'étranger ; il ne supporte pas les risques de stocks susceptibles de se déprécier pas plus que les chances de plus-values de ces stocks.

Le gouvernement n'achetant plus aux planteurs le café à conserver en magasin, il est nécessaire d'aménager un régime financier qui permette aux producteurs de vivre et d'exploiter pendant le séjour de leurs produits dans le magasin régulateur. L'Institut de défense du café avait invité les banques particulières à accorder aux planteurs des avances sur une base déterminée en échange des connaissements de chemin de fer ou des récépissés d'entrée en magasin. Ces avances étaient consenties pour un montant maximum de la valeur des cafés, au taux de 8 ou 9 %.

Pour couvrir les frais de la construction des magasins régulateurs et permettre à la banque d'avancer des fonds aux planteurs, le gouvernement de Saint-Paul éta-

blit des taxes intérieures et conclut des emprunts à l'étranger garantis par les cafés warrantés.

Une taxe de circulation pouvant s'élever jusqu'à un milreis or, ou son équivalent en papier-monnaie est perçue sur tout sac de café transitant par le territoire de l'Etat. Le produit de cette taxe est affecté à la garantie des emprunts contractés par l'Institut du café avec l'Etat de Saint-Paul et les banques étrangères.

Durant le premier semestre de la campagne 1924-1925, la limitation des recettes pour Rio fut suspendue.

Le gouvernement était sollicité par les forces agricoles du pays, qui demandaient sa protection, et, d'un autre côté, par le commerce de l'Amérique du Nord, qui se plaignait des interventions de l'Etat du Brésil sur le marché du café. D'autre part, le président de l'Union, M. Bernardès, avait toute son attention retenue par la politique énergique d'assainissement financier et monétaire dans laquelle il s'était engagé.

Enfin les autres Etats de l'Union Brésilienne estimaient volontiers que le gouvernement fédéral, en instituant la défense du café, avait abusé de son pouvoir en faveur de l'Etat de Saint-Paul, le plus intéressé dans la défense du café, puisque, seul des Etats de l'Union, il avait des stocks intérieurs s'élevant, au 30 juin 1924, à près de 5 millions de sacs (4.952.000 sacs).

CHAPITRE IX

LA POLITIQUE DE L'INSTITUT DE SAINT-PAUL

SECTION I

L'Institut Pauliste

Se rendant à ces diverses considérations, la loi du 7 novembre 1924 enleva au gouvernement fédéral, pour la confier à l'Etat de Saint-Paul, la direction de la défense permanente. Elle abrogea les textes des lois de 1922 et 1923 relatifs au café, et elle autorisa la vente à l'Etat de Saint-Paul, au prix courant, des magasins régulateurs.

Le 19 décembre 1924, l'Institut Pauliste de défense du café se constitue à Saint-Paul. Il se compose de cinq membres : le président du Comité, ministre des finances; le vice-président, ministre de l'agriculture; trois membres élus par le président de l'Etat et choisis parmi les planteurs ou exportateurs présentés par leurs associations respectives.

Le président de l'Etat de Saint-Paul exerce un contrôle direct sur l'Institut de défense.

Pendant les trois premières années de la défense permanente, l'Institut Pauliste eut peu d'occasions d'intervenir. Après la récolte assez abondante de 1923-1924, les récoltes des années suivantes furent déficitaires, les stocks en magasin à l'intérieur de Saint-Paul tombèrent de 4.592.000.000, au 30 juin 1924, à 1.486.000, au 30 juin 1925, pour remonter à 2.833.000 au 30 juin 1926, et 3.312.000 au 30 juin 1927.

Durant cette période, les quantités emmagasinées sont relativement faibles. Les cafés stockés s'écoulent facilement dès le début de l'année suivante et l'emmagasinage assure un débit régulier et constant, sans provoquer un retard important dans l'arrivée au marché. La récolte 1926-1927 a fini de s'écouler au 31 décembre 1927.

Le 29 décembre 1925, l'Institut conclut à Londres avec la banque Lazard frères, un emprunt de 10 millions de livres, amortissable en 30 ans, garanti par le produit de la taxe de 1 milreis-or.

Par la loi du 30 décembre 1925, le nom de l'Institut Pauliste de défense du café fut modifié ; il devint l'Institut du café de l'Etat de Saint-Paul.

SECTION II

La convention de septembre 1927

La loi du 19 décembre 1924, qui confiait à l'Etat de Saint-Paul la défense permanente du café, avait prévu la conclusion d'accords avec les autres Etats producteurs de l'Union, en vue d'établir entre eux une discipline commune. Dès 1925, le gouvernement de Saint-Paul engagea des négociations avec les Etats de Minas Ge-

raes, de Rio et d'Espirito Santo, qui adoptèrent le principe de la limitation des recettes et la taxe de transport d'un milreis-or.

Il ne fallut rien moins que l'annonce de l'énorme récolte de 1927-1928 pour déterminer les Etats de l'Union à s'entendre pour éviter un effondrement des cours. Le 28 mai 1927, les Etats de Saint-Paul, Minas Geraes, Rio et Espirito Santo signèrent un accord fixant à 34.000 sacs par jour la limitation quotidienne des recettes à Santos. Le 23 juin, les mêmes Etats convinrent de limiter les envois par chemin de fer pour leurs ports respectifs. L'accord posait le principe, repris dans les accords ultérieurs, que les entrées de café seraient pour chaque port et chaque mois, égales aux embarquements effectués le mois précédent.

Enfin, le président de l'Union, M. Washington Luiz, ancien président de l'Etat de Saint-Paul, réussit à réunir en conférence, le 1^{er} septembre 1927, les Etats de Santos, Rio, Victoria, Bahia, Pernambouc et Paranagua. Un accord général fut conclu pour une année, et renouvelé les années suivantes, avec la participation, en septembre 1929, de l'Etat de Goyaz.

La politique suivie par l'Institut de défense permanente du café ne vise pas à restreindre les exportations, mais cherche à ne laisser à la disposition des acheteurs étrangers, dans les ports du Brésil, que des quantités limitées, que l'Institut se réserve même de réduire, s'il estime les prix trop faibles.

En conséquence, la convention reprend (art. 1^{er}) le principe que les différents ports pourront, chaque année, recevoir de l'intérieur autant de café qu'ils en auront embarqué pendant le mois précédent. Si la situation du

marché est bonne, l'Institut pourra autoriser un supplément de recette quotidienne dans la limite des maxima fixés par la convention. Cette recette supplémentaire sera supprimée lorsque, pendant la semaine précédente, la moyenne des cours de New-York aura baissé de plus de dix points.

La convention arrête aux chiffres suivants le maximum des stocks disponibles :

Santos	1.200.000 sacs
Rio	300.000 »
Victoria (Espirito Santo)	150.000 »
Bahia	60.000 »
Recife (Pernambouc)	50.000 »
Paranagua	50.000 »

Cette limitation des stocks disponibles implique une limitation des recettes, c'est-à-dire des quantités versées au stock disponible et prélevées sur les magasins régulateurs de l'intérieur ou des ports.

Il est à remarquer que, à l'exception des ports de Pernambuco et de Bahia, les autres ports exportent la production, en plus ou moins forte proportion, de plusieurs Etats. Par exemple, l'exportation par le port de Rio comprend : les cafés de l'Etat de Rio, la plus grande partie des cafés de Minas, une partie de la production d'Espirito Santo, une certaine quantité de l'Etat de Saint-Paul.

L'exportation par le port de Santos comprend la presque totalité des cafés de Saint-Paul, une fraction des cafés de Minas, et quelques cafés de Parana et de Goyaz.

La convention de septembre 1927 détermine, en conséquence, dans la limitation des recettes de chaque port,

la proportion affectée aux cafés de chacun des Etats desservis par ce port.

Enfin, les Etats signataires s'engagent à payer une taxe de 200 reis-papier par sac de café de leur production exporté. Le produit de cette taxe est versé au fonds de propagande géré par l'Institut de Saint-Paul.

Il appartient à chaque Etat de prendre les mesures d'application nécessaires pour la limitation des transports et des recettes dans le cadre de l'accord, pour l'emmagasiner des stocks retenus, et pour l'octroi des crédits aux planteurs.

L'Institut de Saint-Paul jouit de la personnalité civile. Son capital lui a été fourni par l'émission, en 1926, d'un emprunt de 10 millions de livres, au taux de 7 1/2 %, amortissable en 30 ans, émis au-dessous du pair, sur les marchés de Londres, de Suisse et de Hollande. Cet emprunt, garanti par l'Etat de Saint-Paul, jouit d'un privilège de premier rang sur la taxe d'un milreis-or par sac exporté.

L'Etat de Saint-Paul a conservé la propriété des magasins régulateurs dont la loi fédérale du 7 novembre 1924 avait autorisé la cession en sa faveur, bien qu'une loi de l'Etat de Saint-Paul ait autorisé leur cession à l'Institut de défense. En dehors de ces magasins, d'une capacité totale de 4.730.000 sacs, l'Institut en a fait construire d'autres, d'une capacité totale de 5.700.000 sacs, et il loue des magasins particuliers d'une capacité de 3 millions de sacs. Il dispose donc d'une capacité totale de 13.500.000 sacs. En cas d'insuffisance, les cafés restent un certain temps dans les magasins des gares ou sur wagons.

L'Institut de Saint-Paul assume seulement l'organi-

sation et la direction de la politique de défense du café. La tâche financière est exercée par la Banque d'Etat de Saint-Paul, issue de la Banque privée du crédit hypothécaire et agricole, dont l'Etat de Saint-Paul a acquis le contrôle le 4 novembre 1926. Sur le capital, porté à 50.000 contos, elle détient 69 % des actions, l'Institut 21 % et le public, 10 %.

Cet établissement reçoit les dépôts de l'Etat de Saint-Paul de l'Institut. Il pratique largement le crédit agricole et le crédit au commerce du café et il a été autorisé à émettre des emprunts à l'étranger, jusqu'à concurrence de 5 millions de livres.

Bien que la convention de septembre 1925 paraisse placer tous les Etats signataires sur le pied d'égalité, cette égalité n'est pas effective.

Les limitations de recettes fixées pour les ports autres que Rio et Santos sont supérieures aux possibilités réelles d'exportation de ces ports de sorte qu'elles ne jouent en fait que pour Rio et Santos. Seuls, d'autre part, les Etats de Saint-Paul et de Minas ont des magasins régulateurs à l'intérieur du pays. Les autres Etats utilisent les magasins situés dans les ports ; la limitation des recettes devient alors une réglementation de la sortie des cafés de ces régulateurs. Enfin si les Etats signataires perçoivent la taxe d'un milreis-or, égale pour tous, en fait, l'Etat de Saint-Paul dispose seul, grâce aux emprunts importants qu'il a contractés, de moyens financiers suffisants pour imposer à ses planteurs le report de stocks d'une campagne sur une autre, moyennant une avance qui ne dépasse pas le tiers de la valeur de leur café. Les autres Etats exportent normalement au cours de la campagne la majeure partie de leur récolte.

CHAPITRE X

RÉSULTATS DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE JUSQU'EN 1930

Quels ont été, de ses débuts jusqu'à la révolution de 1930, les résultats de la politique de défense permanente?

Jusqu'au milieu de l'année 1925, les prix augmentent rapidement, depuis 1920, sous l'influence de la limitation des recettes et surtout de l'accroissement de la consommation. Aux Etats-Unis, le gouvernement renforce l'application de la prohibition ; en Europe, la consommation a regagné, avec la prospérité, son niveau d'avant la guerre. De 1920 à 1925, les débouchés mondiaux ont augmenté de 3 millions et demi de sacs.

Les prix atteignent leur niveau maximum en 1924-1925. A New-York, le cours du type Rio n° 7, tombé à 5,89-10,60 en 1921-1922, monte à 8,24-12,65 en 1922-1923, 8,05-15,03 en 1923-1924, 14,50-22,90 en 1924-1925.

L'élévation des prix entrave le développement de la consommation : elle tombe de 22.056.000 en 1923-1924, à 20.506 en 1924-1925, tandis que les effets des hauts prix se font sentir à retardement, sur la production tant au

Brésil que dans les autres pays caféiers. La hausse des prix a stimulé la création de plantations nouvelles. Au Brésil, la baisse du change a renforcé l'action de la hausse des prix : le prix moyen de 10 kilos de Santos n° 7 a monté de 8 milreis, en 1920-1921, à 37 en 1924-1925 et le cours maximum de 42 milreis a été un moment atteint.

La récolte 1927-1928 dépassa toutes les prévisions : au Brésil, elle atteint 25.960.000 sacs ; dans l'ensemble des autres pays, 9.072.000 sacs. Le stock au 30 juin 1927 des magasins de Saint-Paul était de 3.312.000 sacs ; malgré l'augmentation de la consommation mondiale à 23.500.000 sacs, le Brésil n'exporte que 15.766.000 sacs. Les magasins durent donc stocker un reliquat de 10.194.000 sacs, au lieu de 4 millions prévus d'après l'estimation de la récolte en septembre 1927.

L'Institut de défense put cependant résister à l'afflux inattendu des produits de cette campagne. L'abondance même de la récolte avait prolongé la durée des opérations de la cueillette. Les expéditions ne prirent fin qu'en mai 1928 ; leur montant ne fut connu qu'au fur et à mesure de leur réalisation et le monde caféier a vécu pendant onze mois dans la croyance optimiste d'une situation meilleure. Lorsqu'il s'est trouvé en face de la réalité, l'étranger avait absorbé pendant ces onze mois, les 3/5 de la production brésilienne et l'avait ainsi financée au fur et à mesure. Par suite, les cours étaient restés élevés et les planteurs avaient alimenté leur trésorerie soit par des ventes à bon prix, soit par des avances consenties par les banques sur les fonds d'un crédit de 5 millions de livres ouvert par Lazard frères de Londres à la Banque de l'Etat de Saint-Paul.

Aussi c'est après coup qu'apparut, à la stupéfaction générale, toute la gravité de la situation à laquelle l'Institut avait réussi à faire face. La récolte de 1928-1929 s'annonçait particulièrement faible ; 9.734.000 sacs au Brésil, 19.738.000 dans le monde, au lieu des 26 et 35 millions de sacs de la campagne 1927-1928. Des prélèvements considérables furent effectués sur les stocks emmagasinés ; ils réduisirent à 8.785.000 sacs à Saint-Paul et à 136.000 seulement à Rio. Les cours remontèrent à New-York à 14.89-17,35.

La situation n'était pas cependant complètement saine : on partait d'un stock de 8.785.000 à Saint-Paul, au lieu de 3.300.000 en 1927 et la récolte 1929-1930 s'annonçait très abondante.

La conférence des Etats caféiers, annuelle depuis 1927, se réunit les 14 et 15 septembre 1929. Elle proroge les accords précédents et prend une décision nouvelle : elle demande à l'Etat fédéral d'interdire l'exportation des cafés inférieurs au type 8, afin de contraindre les planteurs à mieux soigner la qualité de leurs produits et de réduire ainsi le montant de la récolte.

D'autre part, un décret de janvier 1929 avait adopté une disposition nouvelle, qui a été maintenue pour les récoltes suivantes ; pour régulariser l'emmagasiner et prévenir l'embouteillage, il réglemente le mouvement de la récolte. Il la divise en 15 séries alphabétiques, d'égale quantité, qui seront expédiées successivement, jusqu'au 30 avril de l'année suivante, sur les magasins régulateurs, puis amenées sur les ports dans le même ordre, d'après les quantités assignées à chaque port.

Au début de la campagne, en juillet-septembre 1929, l'Institut se préoccupait vainement de trouver des dis-

ponibilités. Cette nouvelle causa une vive agitation et détermina une baisse importante des cours. Le président fédéral, M. Washington Luiz, attaché à la stabilisation du change brésilien, refusa d'émettre du papier-monnaie et d'assumer une charge financière qui n'incombait pas à l'Etat fédéral.

La récolte 1929-1930 battait tous les records précédents avec 30.186.000 sacs au Brésil et 40.337.000 dans le monde. Bien qu'en augmentation (23.554.000), la consommation laissait un excédent énorme de production. Les stocks enflaient rapidement dans les magasins de l'Etat de Saint-Paul, de 10.448.000 sacs au 31 juillet 1929, ils montaient, à la cadence de 2 millions de sacs par mois, à 18.357.000 sacs au 31 décembre. Or, l'Institut de défense était en mesure de supporter le financement de 5 à 6 millions de sacs, sur la base d'une avance de 60 milreis par sac emmagasiné. Pour le surplus, il s'adressait aux banques. Mais sous l'empire de la crise générale qui commence dans les derniers mois de 1929, et de la tension monétaire créée par la spéculation boursière à New-York, les banques durent réduire leurs opérations.

En octobre 1929, l'Institut, dans l'impossibilité d'obtenir des concours financiers, fut obligé de suspendre ses avances. Sa carence entraîna l'effondrement du marché de plus de 50 % en l'espace de quelques mois et atteignit la monnaie brésilienne. Un moratoire fut décrété.

Toutefois, s'il a été impuissant à empêcher la panique, l'Institut de défense a maintenu le système de la limitation des recettes et évité, pendant la seconde moitié de la campagne 1929-1930, que la crise caféière ne dégénère en catastrophe.

Au mois de novembre 1929, le gouvernement de Saint-Paul obtint de la banque Lazard frères un crédit, bien insuffisant et à court terme, de 2 millions de livres. Après de longues négociations, au cours desquelles des nouvelles contradictoires entraînèrent une grande irrégularité des cours, il réussit à obtenir, en mars 1930, d'un consortium de banques américaines et européennes un emprunt de 20 millions de livres au taux de 7 % pour 10 ans, qui fut émis dans le public, au cours de 96 francs, sous forme de bons décennaux.

Cet emprunt était destiné à rembourser le prêt à court terme de 2 millions de livres et l'emprunt de 5 millions de livres de 1927 prorogé. Il permit d'achever le financement de la récolte de 1929-1930 en reprenant les avances aux planteurs sur la base d'une livre sterling par sac.

Pour obtenir cet emprunt, le gouvernement de Saint-Paul a dû consentir des engagements qui lui enlevaient pendant toute la durée de la convention, le contrôle du marché du café et son indépendance d'action dans la défense du café.

En garantie de ce prêt, le consortium reçut en gage 16 millions et demi de sacs, dont 13.500.000 appartenaient encore aux planteurs et 3 millions avaient été achetés par l'Institut de Saint-Paul.

Le gouvernement de Saint-Paul s'engageait, en outre, à mettre en vente mensuellement :

1° du 1^{er} juillet 1930 au 30 juin 1931, un minimum de 833.334 sacs de café, ou de 1/24 de l'ensemble des estimations officielles des deux récoltes 1930-1931- et 1931-1932, la plus importante de ces deux mensualités devant être retenue. Dans l'un ou l'autre cas, chaque mensualité

comprendrait 137.500 sacs de café donnés en garantie aux banques.

2° à partir du 1^{er} juillet 1931, un minimum de 833.334 sacs ,ou 1/24 de l'ensemble des estimations de la récolte courante et de la récolte suivante, en choisissant la plus importante des deux mensualités ; en outre, 137.500 sacs de café gagés.

Ces mensualités devaient, en principe, permettre d'écouler les récoltes à venir sans laisser de nouveau reliquat à l'intérieur du Brésil.

Quant à la mensualité de 137.500 sacs, elle devait représenter l'amortissement des 16.500.000 sacs donnés en garantie aux banques.

Mais ces prévisions furent déjouées par l'abondance imprévue de la récolte 1929-1930. A la fin de la campagne, il restait encore à l'intérieur 21.500.000 sacs, c'est-à-dire un excédent de 5 millions de sacs, pour lesquels n'avait pas été prévu aucun plan d'amortissement.

Le gouvernement de Saint-Paul s'engageait, d'autre part, à maintenir le stock de Santos à un million de sacs au minimum, tandis que les conventions passées entre les Etats producteurs du Brésil avaient fixé le stock maximum à 1.200.000 sacs.

Enfin, pour se procurer les ressources nécessaires au service des intérêts de l'emprunt et constituer une réserve pour le remboursement du capital, le gouvernement pauliste établit une taxe spéciale à l'exportation de 3 shillings-or par sac, calculée sur un minimum d'exportations de 10 millions de sacs par an, provenant de l'Etat de Saint-Paul. Limitée initialement aux sacs ayant fait l'objet d'avances antérieures, cette taxe fut ensuite prélevée uniformément sur chaque sac expédié.

Cette politique, imposée par les banques, enlevait à l'Institut son indépendance dans la défense du café pendant la durée de la convention, jusqu'en 1940. Elle différait de la ligne de conduite suivie jusqu'alors par l'Institut. En fixant des quantités minima à mettre en vente, le contrat d'emprunt mettait en relief le danger d'accumulation d'un stock indisponible de plus en plus important et préparait par un écoulement régulier des produits le retour à une situation plus conforme au libre jeu des lois économiques.

Les événements ne devaient pas cependant permettre de revenir au libéralisme économique. Une révolution politique éclate en 1930 et aboutit à la dictature. La politique du café devient de plus en plus restrictive.

La campagne 1929-1930 s'achevait sur la constatation d'une récolte d'une abondance inouïe : 30.186.000 sacs pour le Brésil, 40.337.000 pour l'ensemble de la production mondiale. La consommation n'avait pu suivre un tel effort productif, avec ses 23.554.000 sacs ; il restait un excédent d'une quinzaine de millions. Au 30 juin 1930, les stocks de Saint-Paul sont de 21.210.000 sacs ; ceux de Rio, de 2.378.000 sacs. Les chiffres présentés comme probables aux banques, lors de la négociation de l'emprunt, sont largement dépassés.

Un décret du 16 avril 1930 réglemente le mouvement de la récolte 1930-1931, que l'Institut estime d'ailleurs devoir être faible. Il divise la récolte en 16 séries égales. Les expéditions se feront jusqu'au 30 avril 1931, des magasins régulateurs vers les ports, non pas dans l'ordre numérique des séries, mais en prenant à la fois, dans deux groupes de 8 séries chacun, les séries dans un ordre arbitraire, afin d'éviter que les planteurs ne puissent

calculer trop exactement les dates de descente des séries et truquer.

La conférence annuelle des Etats, réunie le 17 septembre 1930, enregistre le décret fédéral du 27 août 1930 qui interdit l'expédition des déchets et des cafés bas, et proroge les accords précédents en modifiant les chiffres de stocks et les proportions dans la contribution des Etats aux entrées dans les ports.

Un décret du 20 décembre réglemente avec plus de précision le régime des expéditions et des connaissements de chemins de fer, qui donnaient lieu à certains abus.

CHAPITRE XI

POLITIQUE DU CONSEIL NATIONAL DU CAFÉ

La lutte pour la défense des cours du café avait été à peu près exclusivement menée, depuis ses débuts, par le gouvernement de l'Etat de Saint-Paul. A partir de la révolution de 1930, le gouvernement fédéral va prendre la direction de cette politique.

SECTION II

L'insurrection de 1930

A l'élection générale du 1^{er} mars 1930, M. Julio Presles, président de l'Etat de Saint-Paul, avait été désigné pour succéder à M. Washington Luis, également ancien président du même Etat. M. Julio Presles avait prêté l'appui de son autorité à la défense du café. Mais les autres Etats manifestèrent leur mécontentement d'une élection qui portait deux fois de suite à la magistrature suprême des représentants de l'Etat de Saint-Paul : la tradition voulait qu'un président pris dans un autre Etat alternât avec un président pauliste.

L'élection de M. Julio Presles fut contestée. A la suite d'une violente agitation politique, éclata, le 3 octobre 1930, un mouvement insurrectionnel, dirigé par les partis vaincus à l'élection présidentielle et qui s'étendit à presque tous les Etats du Brésil. Après trois semaines de conflit armé, la défection d'une partie des troupes du gouvernement contraignait le président en exercice, M. Washington Luis, à démissionner. Une junte militaire prit le pouvoir et, le 3 novembre, désigna comme président provisoire M. Getulio Vargas, ancien président de l'Etat de Rio Grande, adversaire de M. Presles à l'élection présidentielle. Le Parlement fut dissous et le régime constitutionnel remplacé par une dictature.

Le nouveau régime a respecté les engagements des précédents gouvernements et, notamment, il a reconnu la convention conclue en mars 1930 entre l'Etat de Saint-Paul et le consortium des banquiers.

Il a pris un grand nombre de mesures qui ont modifié assez profondément l'orientation de la politique de défense du café, sans d'ailleurs abandonner le principe de l'intervention de l'Etat.

SECTION II

Le Conseil National du Café

Un décret du 6 janvier 1931 modifie tout d'abord la direction de l'Institut. Il remplace le Conseil consultatif par un Conseil directeur, composé du Ministre des Finances, d'un représentant des planteurs et d'un représentant de la place de Santos nommés par leurs groupements et confère au Conseil directeur certaines attri-

butions administratives du Ministre des Finances. Le gouvernement conserve le droit de veto sur les mesures concernant le Trésor ou les finances de l'Institut.

Le Conseil National du Café tire son origine d'une initiative des principaux Etats producteurs de café. Les Etats de Saint-Paul, Rio, Minas, Parana et Espirito Santo avaient constitué, par une convention soumise à l'approbation du Gouvernement fédéral, un conseil permanent autonome des représentants des Etats caféiers, nommés pour quatre ans par leurs gouvernements respectifs. Une commission constitutive, formée des représentants de Santos, Minas et Rio, avait pour mission de faire les achats prévus, d'éliminer les cafés achetés, de poursuivre la protection du café à l'étranger par la révision des droits de douane et des frais de transport, d'améliorer la qualité de la production.

Un décret du 16 mai crée le Conseil national du café et lui donne la personnalité juridique. Des décrets du 11 juin et du 24 juillet dessaisissent l'Institut de Saint-Paul de ses pouvoirs effectifs et les transfère au Conseil National. Le décret du 11 juin charge le Conseil National de l'exécution des décrets des 27 août 1930 et 15 janvier 1931, de la fixation des recettes journalières aux ports. Deux décrets du 24 juillet réorganisent complètement l'Institut du café de Saint-Paul. Il est dirigé désormais par un Conseil directeur composé de cinq représentants des planteurs et un représentant de commerce de Santos. Un représentant du Gouvernement assiste aux réunions avec droit de veto. Un conseil fiscal est créé, composé de cinq planteurs. L'Institut de Saint-Paul n'est plus qu'un organisme de fonctionnement interne, chargé de régulariser les expéditions dans l'intérieur, et

d'étudier les questions générales concernant les accords avec les Etats étrangers producteurs, la propagande, la coopération.

La Conférence des Etats, réunie le 30 novembre 1931, consacre et étend les pouvoirs du Conseil National du Café. Ses décisions sont ratifiées le 7 décembre par un décret fédéral et un décret de l'Etat de Saint-Paul. Le Conseil National du café est désormais autonome. Ses pouvoirs pourront être modifiés par une nouvelle convention. Il se compose exclusivement de personnes indépendantes du commerce. Il a tous pouvoirs pour réaliser les opérations de crédit intérieures et, avec l'autorisation de l'Etat les opérations extérieures. Il a également tout pouvoir en ce qui concerne le transport, le commerce et les achats de café, le paiement des stocks, la fixation des quantités à vendre sur les stocks, les procédés de défense des cours. Il est chargé des estimations de récoltes, de l'utilisation des recettes, de la propagande, de toutes études et propositions. Il prendra en charge et liquidera les opérations conclues précédemment par le Gouvernement fédéral avec des firmes particulières.

Il y a désormais un organisme de défense du café, muni de pouvoirs dictatoriaux, et qui fonctionne pour l'ensemble des Etats du Brésil producteurs.

SECTION III

Mesures diverses prises par le Gouvernement provisoire

Le chef du gouvernement provisoire expose la critique de la politique antérieure de défense du café dans le préambule du décret du 11 février 1931.

« Considérant que le régime de retenue du café crée des inconvénients graves à l'économie nationale, rend difficile le crédit, gêne la production, contribue à l'insuffisance des quantités, prive les centres exportateurs du pays des variétés et quantités qui permettraient le développement et l'extension de leurs exportations ».

Mais le gouvernement provisoire n'est nullement partisan du retour à la liberté du commerce du café.

« Considérant, d'autre part, qu'il n'est pas possible de revenir à un régime normal sans alléger les marchés consommateurs de la pression des stocks retenus dans les régulateurs et sans prévenir et neutraliser les excès éventuels de production... »

En conséquence, le décret du 11 février 1931 prend les mesures suivantes :

§ 1. ACQUISITION DU STOCK DE SAINT-PAUL PAR L'ETAT FÉDÉRAL

Il décide l'acquisition par le gouvernement fédéral de tout le stock au 30 juin 1931, déduction faite du stock déjà acquis par l'Etat de Saint-Paul et servant de garantie à l'emprunt de 1930. Il fixe le prix des achats à 60 milreis par sac, base type 5, rien au-dessous du type 8. Le paiement aura lieu après vérification et classement de la marchandise. Le café non vendu au gouvernement sera libéré par ordre chronologique dans la proportion annuelle de 1/10^e du stock au 30 juin 1931.

A partir du 1^{er} juillet 1931, les récoltes entreront librement dans les ports, avec la seule restriction que les entrées mensuelles n'excéderont pas 1/24 du montant total de récolte en cours et de la suivante.

§ 2. IMPOSITIONS

Le décret établit un impôt annuel d'un milreis par pied sur les nouvelles plantations de café pendant cinq ans.

Il crée sur les expéditions, à partir du 1^{er} juillet 1931 un impôt en nature, fixé à 20 % pour les récoltes de 1931-1932. Ce pourcentage sera augmenté ou réduit suivant les nécessités de la commission.

Pour subvenir aux achats du Gouvernement fédéral, l'Etat de Saint-Paul, par un décret du 18 mars 1931, ouvre un crédit de 350.000 contos au Ministre des finances de l'Etat. Ce décret prévoit, en outre, l'indemnisation sur des bases déterminées en argent et en obligations, des cafés inférieurs au type 8, que le Gouvernement fédéral n'achète pas. Ces cafés bas seront détruits par le gouvernement, ou utilisés en paiement de l'impôt en nature de 20 %.

Des décrets des Etats des 27, 29 et 30 avril 1931 approuvent la création, par une décision du 24 avril des représentants des principaux Etats producteurs, d'une taxe payable à l'exportation, au change du jour au taux d'une demi-livre sterling par sac. Cette taxe a pour but de pourvoir aux achats de café et à l'élimination des excédents de production.

Par suite de l'abandon de l'étalon-or en Angleterre, un décret fédéral du 22 septembre 1931 et un décret paulliste du 25 convertissent en or, sur la base de la livre à 4,86 milreis les taxes de 10 shillings-or et de 3 shillings-or par sac.

Un décret du 7 décembre porte à 15 shillings-or le taux de la première taxe, le supplément étant affecté au

service des arrérages de l'emprunt de mars 1930. L'Etat de Saint-Paul rembourse désormais à ses planteurs la taxe de 3 shillings qu'il encaisse. D'autre part, après service de l'emprunt, l'excédent du produit des 5 shillings-or sera remboursé aux autres Etats, proportionnellement à leurs expéditions dans les ports.

Le même décret décide qu'il sera procédé à « l'élimination » dans le délai d'un an de 12 millions de sacs de café, à raison d'un million de sacs par mois. Il autorise le Conseil National à acheter des cafés à l'intérieur aussitôt qu'il le pourra.

Le Conseil représentatif des Etats caféiers, réuni le 11 avril 1932, réglemente les expéditions de la prochaine récolte. Elle sera divisée en 16 séries d'égales quantités. Les expéditions se poursuivront jusqu'au 31 mars suivant ; l'Institut désignera chaque quinzaine la série à expédier. Seront exempts de restriction les cafés lavés et fins supérieurs au type 2.

§ 3. LA DESTRUCTION DES CAFÉS

Le Gouvernement fédéral et les Etats producteurs adhèrent ainsi, après de vives discussions, à l'application d'une nouvelle méthode de défense inaugurée par l'Etat de Saint-Paul ; l'élimination, c'est-à-dire la destruction des excédents de la production. Le retrait du marché de stocks achetés par le Gouvernement ou emmagasinés moyennant avance aux planteurs n'a pas résolu mais seulement ajournée le problème de l'équilibre entre la production et la consommation ; il faudra bien un jour vendre ces stocks et leur existence seule, leur gon-

flement, suffisent à peser sur les cours. Leur destruction supprime radicalement la difficulté.

Pour financer cette opération, une taxe de 10 shillings-or fut appliquée, à partir du 28 avril 1931, sur chaque sac de 60 kilos exporté viâ Santos, les autres Etats producteurs se rallièrent à cette politique. Un décret fédéral du 16 mai 1931 étendit la taxe à l'ensemble des ports brésiliens. Les recettes devaient servir à détruire les cafés achetés par le gouvernement fédéral.

Un décret fédéral du 2 septembre 1931 prend des mesures pour empêcher la consommation au Brésil de cafés inférieurs au type 8 ou de succédanés.

Les premières destructions de cafés eurent lieu le 19 juin 1931 en grande solennité en présence du gouvernement et de la presse. Les destructions se firent par divers procédés : immersion dans l'Océan, emploi du café comme combustible dans les locomotives, expériences diverses, mais principalement par incinération pour servir ensuite d'engrais.

La décision prise par décret du 7 décembre 1931 d'éliminer chaque mois un million de sacs n'a pas été complètement exécutée. Les milieux caféiers restaient sceptiques sur la possibilité de résiliation pratique d'incinérations à la cadence de plus de 30.000 sacs par jour. Les termes « élimination », « retrait », employés dans les statistiques officielles laissaient planer un doute sur la réalité des destructions, seules susceptibles de dissiper les craintes sur une mise en circulation des stocks sur le marché. En février 1932, les destructions ne dépassaient pas le tiers de la quantité mensuelle prévue ; la cadence devint ensuite plus rapide. Pendant les six premiers mois de 1933, 5.903.000 sacs furent détruits.

Les destructions furent à peu près complètement suspendues de juillet à octobre à Santos et à Saint-Paul par suite de l'insurrection séparatiste dirigée par l'Etat de Saint-Paul contre la dictature du gouvernement fédéral. Le port de Santos fut bloqué par la flotte fédérale. Les ports de Rio et de Victoria continuèrent à exporter, mais à des prix de famine. Après trois mois environ d'alternatives de revers et de succès, les troupes fédérales l'emportèrent et contraignirent à capituler les séparatistes de Saint-Paul.

§ 4. RÉDUCTION DE LA TAXE A L'EXPORTATION

Pendant les trois mois de guerre civile, les autres pays producteurs avaient développé leur concurrence. Tandis que de la campagne 1931-1932 à celle de 1932-1933, les débouchés du Brésil fléchissent de 15.589.000 sacs à 13.356.000, ceux des pays divers montent de 8.134.000 à 9.492.000. Aussi le gouvernement fédéral réduit-il, le 19 décembre 1932, la taxe à l'exportation. Cette taxe avait été transformée, par décret du 30 avril 1932, en milreis-papier à raison de 55 milreis. Le décret du 19 décembre 1932 rétablit la taxe de 15 shillings à la parité du dollar, ce qui la réduit à 48 milreis papier.

CHAPITRE XII

LA POLITIQUE DU DÉPARTEMENT NATIONAL DU CAFÉ

SECTION I

Création du Département National du Café

Au début de l'année 1933, à la suite de l'agitation politique et de malversations importantes commises, des discussions éclatèrent au Conseil National du Café. Son président, M. Roquette Pinto, contraint de démissionner, fut remplacé par le D^r Armando Vidal. Le représentant de l'Etat de Minas donna sa démission pour permettre la rentrée immédiate de M. Roquette Pinto.

Le gouvernement provisoire prononça la dissolution du Conseil National et institua à sa place, par décret du 10 février 1933, le Département National du Café.

Cet organisme fédéral est administré par trois directeurs, nommés par le gouvernement de l'Union. Il fonctionne sous la dépendance du Ministre des Finances. Le D^r Armando Vidal est maintenu à la présidence.

A côté du Département National du Café subsiste un Conseil consultatif, qui comprend un représentant des associations agricoles de chaque Etat caféier, et, pour

les ports de Rio, Santos et Victoria, un représentant du commerce.

Le Département National du Café se trouvait en face d'une tâche considérable. Il lui fallait prendre en charge la liquidation du Conseil National du Café et faire exécuter ses décisions, plus ou moins suspendues dans leur application. L'annonce d'une récolte formidable aggrave encore une situation déjà difficile. La production de la campagne 1933-1934 devait presque atteindre, avec ses 29.157.000 sacs, la récolte-record de 1929-1930, légèrement supérieure à 30 millions de sacs. La production des pays divers, légèrement inférieure à celle de l'année précédente, atténue à peine l'augmentation de la production mondiale, qui passe de 26.109.000 sacs à 39.551.000.

SECTION II

Les bonifications

Pour prévenir les conséquences désastreuses de la surproduction menaçante, le Département National du café tenta d'abord de développer la consommation par une nouvelle méthode de propagande : les bonifications en nature. Le 13 avril 1933, il décida d'attribuer à tous les exportateurs, sur les quantités de café exportées, une bonification de 10 % en nature. L'exportateur devait déclarer le montant de ses ventes mensuelles dans les cinq premiers jours du mois suivant et expédier le bonus dans le mois suivant sa réception. Le bonus n'était pas distribué aux cafés de qualité inférieure au type 6 pour Santos et 7 pour les autres ports brésiliens.

Cette mesure donna lieu à des difficultés d'application.

Le décret attribuant le bonus aux exportateurs, ceux-ci prétendaient en conserver pour eux le bénéfice en consentant sur leurs prix de vente une baisse égale, puis en vendant le bonus en temps voulu pour leur propre compte. Le Département National dut préciser que la bonification était destinée en définitive aux exportateurs.

La bonification était un moyen détourné de réduire la taxe à l'exportation. Mais n'eût-il pas été plus simple d'en diminuer le taux ? Cette mesure en apparence séduisante reposait sur une illusion. La bonification attribuait aux exportateurs un supplément de marchandise, souvent de qualité médiocre. Le bonus était difficile à écouler, puisque, par hypothèse, il s'adressait à des pays déjà saturés ou réfractaires à la consommation du café. Par exemple, par décision du 12 décembre 1933, le bonus fut porté à 25 % pour les expéditions en Yougoslavie et en Roumanie, pays de faible consommation du café ; puis, à partir de février 1934, pour les expéditions vers l'Autriche. C'était encombrer un marché étranger d'un supplément d'une marchandise qu'il avait déjà du mal à absorber. La décision spécifiait que ce supplément était réservé à l'exportateur brésilien, mais en fait, c'est surtout l'acheteur qui en bénéficiait par diminution de prix.

Les importateurs devaient tout naturellement tenir compte de ce supplément forcé et réduire leurs commandes en conséquence de manière à recevoir seulement livraison, y compris la bonification, des quantités qu'ils étaient sûrs d'écouler.

La méthode des bonifications n'aboutissait pas, en

définitive, à un accroissement de la consommation extérieure, mais à une diminution du prix de vente, alors que le gouvernement brésilien s'acharnait à maintenir des cours élevés, notamment en frappant de taxes les cafés exportés.

D'après les bilans successifs du Département National du Café, les cafés livrés à titre de bonification représentent les quantités et les valeurs suivantes :

	Quantités	Valeurs (1)
au 30 juin 1933	174.886 sacs ..	13.570 : 789.100
au 30 septembre 1933	482.428 » ..	33.355 : 893.242
au 31 décembre 1933.	690.140 » ..	46.259 : 989.830

La politique des bonifications fut mal accueillie dans la plupart des pays consommateurs. Le Département du café dut en suspendre l'application, dès le 1^{er} juillet 1933, aux expéditions vers les Etats-Unis, à la demande du gouvernement américain. C'est seulement dans les pays de large consommation, comme la France, où les « bonus » trouvaient aisément un débouché, que la mesure donna satisfaction.

Le Département du Café décida, en mai 1934, la suppression du bonus pour toutes les affaires en embarquement direct de l'origine conclues après le 26 mai.

SECTION III

La répartition des récoltes

Après avoir, par décision du 17 mai 1933, donné la liberté commerciale aux cafés de la récolte 1933-1934 des

(1) La valeur unitaire par sac était décomptée : au 30 Juin 1933, à 77 milreis ; au 31 Décembre 1933, à 61 milreis.

types 2 et 3 répondant à certaines qualités, le Département National du Café prît, le 26 mai, une décision capitale concernant la répartition de la récolte.

Un décret du 22 novembre 1932 avait interdit pendant trois ans la plantation de caféiers sur tout le territoire du Brésil, même en remplacement de plantations abandonnées. Il laissait subsister jusqu'au 31 décembre 1933 le délai de réalisation des autorisations données en vertu d'un décret du 30 avril 1932, lequel soumettait à un impôt de 1 milreis par pied et par an les plantations de café effectuées à partir du 1^{er} juillet 1931, sauf dans les Etats qui ne possédaient pas 50 millions de pieds (Parana et Goyaz).

Le même décret autorisait le Conseil National « à fixer chaque année une proportion de la production de chaque Etat (la même pour tous) qui serait, ou acquise par le Conseil à prix fixé, ou simplement retenue pendant le temps que le Conseil jugerait nécessaire ».

Le Département National du Café, dans sa décision du 26 mai 1933, reprend cette disposition et la met à exécution, pour la première fois, relativement à la récolte 1933-1934.

Le Département National divise cette récolte, qui commencera le 1^{er} juillet 1933 pour se terminer le 30 juin 1934, en trois parties ou « quotas » :

40 % devront être achetées à prix fixé par le Département National. Le prix fut fixé le 24 juin à 30 milreis par sac de 60 kilos. Le café livré ne devait pas être de qualité inférieure au type 8 ;

30 %, appelés « quote-part retenue » (quota retida) seront emmagasinés et soumis à certaines restrictions dans l'acheminement vers les ports d'exportation ;

30 %, dits « quote-part libre » (quote livre) resteront à la disposition du planteur.

Le même jour, le Département du Café décida de retenir les cafés de la nouvelle récolte expédiés depuis le 10 avril précédent, y compris les cafés de la récolte précédente englobés dans les expéditions.

La libération sera donnée à partir du 1^{er} juillet, moyennant le prélèvement de 40 % en faveur du Département national. Les cafés libres (cafés de qualité et de style) sont soumis à ce prélèvement moyennant l'engagement pris par l'expéditeur de livrer ultérieurement d'autres cafés non inférieurs au type 8.

Les impôts et taxes de toute nature sont pour le compte des expéditeurs ; le fret, pour compte du Département National.

Le Département du café complète ses mesures de contrôle par un décret du 30 juin 1933, qui publie les estimations officielles des récoltes et répartit par jour, mois et année, les recettes des ports, en distinguant pour chacun d'eux, la partie qui provient de chaque Etat.

Par exemple, Santos recevra par mois 989.000 sacs, dont 900.000 de Saint-Paul, 75.000 de Minas, 10.000 de Parana et 4.000 de Goyaz.

Le Département porte (décision du 1^{er} août) à 120 jours de la date des connaissements ou des certificats d'entrée en magasin le délai de paiement des cafés par ses services, fixé auparavant à 60 jours de la date d'entrée dans les magasins.

Des décrets promulgués par les divers Etats en juin et juillet 1933 ont exempté de taxes spéciales les cafés de la quota du Département.

Un décret du 24 novembre 1933 a fixé à 45 milreis-

papier la taxe à l'exportation, soit une réduction d'environ 3 milreis.

SECTION IV

Vérification des stocks

A la demande des banquiers, le département national fit vérifier les stocks antérieurs au 30 septembre 1933, puis les destructions au 31 décembre 1933, par l'Institut brésilien de comptabilité et par une Compagnie d'experts-comptables. Selon les rapports publiés à la suite de ces vérifications, les stocks s'élevaient au 30 septembre à 17.842.028 sacs appartenant au Département du Café ou placés sous son contrôle, dont 12.933.734 sacs détenus pour le compte des banquiers en garantie de l'emprunt de mars 1930. Au 31 décembre 1933, il avait été détruit au total 25.842.429 sacs.

SECTION V

Politique du Département National du Café

La récolte de la campagne 1934-1935 fut moyenne au Brésil (17.913.000 sacs), tandis que la production « Divers » fut à peu près égale à celle de l'année précédente.

Le Département National renonça au bonus et à la quote-part de 40 % à livrer à prix fixe, mais il établit un contrôle absolu du mouvement de la récolte dans l'intérieur, par une réglementation des transports fixant un contingent de 70 % de cafés retenus dans les magasins et un contingent de 30 % expédiés directement aux ports.

A plusieurs reprises, le Département réduisit les recettes journalières dans les ports, en raison des stocks très importants qui les encombraient et qui dépassèrent parfois à Santos 2 millions et demi de sacs.

Les destructions de cafés avaient subi un ralentissement pendant les quatre premiers mois de 1934 ; elles reprirent à partir de mai, jusqu'à la fin de l'année, à la cadence moyenne de 900.00 sacs par mois. Le montant total des cafés incinérés en 1934 fut de 8.265.791 sacs, contre 2.825.784 en 1931 ; 9.329.633, en 1932 ; 13.910.105, en 1933.

SECTION VI

Le Congrès caféier de 1935

L'année 1935 marque des discussions et des hésitations sur la politique à suivre pour la défense du café. Au Congrès Fédéral, la minorité proposait de réduire la taxe à l'exportation, en vue de combattre la concurrence des pays étrangers et d'obtenir les devises nécessaires au rétablissement de la trésorerie. Le Président de la République, M. Getulio Vargas, et M. Armando Vidal, président du Département National du Café, se déclarèrent hostiles à ce projet.

La campagne caféière 1935-1936 au Brésil s'annonçait abondante ; elle dépassa les prévisions, avec 22.130.500 sacs, et la récolte mondiale atteignait 33 millions de sacs. Certains demandaient le rétablissement de la quote-part de 40 % payée au planteur.

En présence des divergences d'opinion sur la politique de défense du café, le Gouvernement fédéral convo-

qua, pour le 11 juillet 1935, un Congrès qui réunit, sous la présidence du ministre des finances, les délégués des principaux Etats brésiliens producteurs de café, Saint-Paul, Minas Geraes, Rio de Janeiro, Espirito Santo, Parana, Bahia, Pernambouc et Goyaz.

Le Congrès termina ses travaux le 18 juillet et prit les décisions suivantes, qui furent approuvées par le gouvernement.

Le Congrès décide l'achat dans l'intérieur du Brésil par le Département national de 4 millions de sacs de café provenant de la récolte 1935-1936. Ce café devait être éliminé, sauf une part prélevée en vue de la propagande sur de nouveaux marchés consommateurs.

Le Congrès écarte, en second lieu, toute réduction de la taxe fédérale d'exportation. Un tiers de cette taxe servira à financer la destruction, les deux autres tiers sont affectés à l'amortissement de la dette du Département National envers la Banque du Brésil et le gouvernement fédéral. Un accord entre ces trois organismes est prévu dans le but de réduire les charges du Département du café. La taxe de 30.000 reis sera susceptible d'être diminuée, à condition d'être remplacée, dans la même proposition, par un impôt d'exportation. C'est cet impôt perçu par le Département du café, et correspondant exactement à l'écart entre la taxe réduite et le montant de 30.000 reis, qui servira à constituer un fonds pour l'achat de 4 millions de sacs de café.

Par la suite, le produit de la taxe de 30.000 reis fut décomposé en deux fractions égales : la moitié, pour couvrir les frais d'administration du Département national et amortir sa dette envers la Banque du Brésil et le gouvernement fédéral ; l'autre moitié, pour couvrir les achats des 4 millions de sacs destinés à la destruction.

La taxe de 15.000 reis continue à être perçue par le Département National du café et son produit à être appliqué au service de l'emprunt de mars 1930.

L'Etat de Saint-Paul supporte désormais seul la charge des arrérages de cet emprunt ; la taxe de 15 millions de reis perçue dans les autres ports sera ristournée à chacun des Etats caféiers, au prorata de leurs exportations.

Le Département national du café ne prélève plus la « quote-part de sacrifice » sur la récolte de 1935-1936, comme il l'avait fait sur la récolte précédente.

Il interdit toute plantation de café au Brésil jusqu'au 31 décembre 1937, sous peine d'une amende de 5.000 reis par pied.

Cependant reste autorisée la substitution de nouveaux plants à d'anciens arbres, sous le contrôle du Département national et les Etats dont les plantations n'ont pas atteint 50 millions de pieds ont le droit de se compléter sans pénalités jusqu'à cette limite.

Le Département réglemente les expéditions de l'intérieur du Brésil à raison de 50 % de « quota » directe et de 50 % de quota retenue, ainsi que les recettes des ports, en vue de maintenir les stocks dans les limites du maximum autorisé.

Un nouveau congrès caféier sera convoqué en avril 1937.

La destruction des cafés s'est ralentie en 1935. Au 1^{er} décembre 1935, le total des cafés détruits depuis juin 1931, atteignait 35.554.206 sacs. Les recettes de la taxe destinée spécialement à cet effet n'ont pas suffi pour financer l'opération. Le Département National du café a dû emprunter à la Banque du Brésil plus d'un million

de contos, dont l'amortissement a été prévu par le nouvel aménagement des taxes décidé par le Congrès des Etats caféiers de juillet 1935.

Les destructions de cafés se sont poursuivies en 1936 à une cadence régulière, mais relativement faible d'environ 300.000 sacs par moi, soit un peu plus de 3 millions et demi de sacs pour l'année entière.

En vue d'encourager la production des cafés de style et de qualité, le Département National a décidé, en mai 1936, d'allouer aux planteurs des primes en espèces de l'ordre de 6.000 reis par sac pour les cafés lavés et de 3.000 reis par sac pour les cafés non lavés, d'un classement non inférieur au type n° 3 de New-York, et présentant certaines caractéristiques.

SECTION VII

Décisions prises en 1936

Au 30 juin 1936, le total des stocks intérieurs s'élevait à 20.807.592 sacs, et la récolte en cours 1936-1937 s'annonçait plus considérable encore que la précédente, de l'ordre de 26 millions de sacs pour l'ensemble du Brésil.

Le Conseil des représentants de tous les Etats producteurs se réunit du 6 au 13 juin et le Département National du café prit les décisions suivantes.

Il divise la récolte en trois parts : une quote de sacrifice de 30 % en faveur du Département National, une quote retenue de 30 % dans les magasins régulateurs, et une quote directe de 40 % au port d'embarquement.

La quote de sacrifice est décomposée pour les deux

tiers en cafés non inférieurs au type 8 et pour un tiers en triages, avec 3 % au maximum d'impuretés.

Enfin le Département National décide l'acheminement plus rapide aux ports des cafés fins, au moyen d'une quote préférentielle, soumise d'ailleurs à la quote de sacrifice.

Il importe de souligner le caractère nouveau de la quote de sacrifice : pour la première fois, elle est imposée aux planteurs sans indemnité, car les 5.000 reis alloués par sac ne couvrent que les frais d'ensachage et de transport de la plantation à la station de chemin de fer. Cette décision a soulevé de très vives protestations de la part de certains planteurs, qui l'estimaient contraire à la loi et aux engagements pris par le Congrès caféier de Rio en juillet 1935. La Cour suprême, saisie d'un recours en annulation, a rendu, en décembre 1936, un arrêt favorable à la thèse des producteurs. Mais la satisfaction qu'ils ont obtenue semble platonique : elle laisserait simplement aux planteurs l'alternative ou de livrer leur quote-part de sacrifice contre paiement de 5.000 reis par sac, ou de voir leur produit indéfiniment retenu par le Département national.

Le Conseil consultatif du café avait, en juin 1936, exprimé l'avis que tous les cafés repris à titre de la quote-part de sacrifice devaient être immédiatement détruits ; mais le Président du Département national, interrogé par le Syndicat européen des négociants de café, avait déclaré réserver de la destruction la part nécessaire à la propagande, sans en fixer le montant.

En compensation du prélèvement sans indemnité de 30 % de la récolte, le Département du café avait promis aux planteurs de pousser les prix de la part libre. Dans

ce but, des achats ont été effectués pour compte du gouvernement brésilien sur les marchés à terme de Santos et de Rio ; au mois d'août 1936, 400.000 sacs ont été achetés et retirés du stock de Santos.

CHAPITRE XIII

L'ACCORD DE BOGOTA

Des négociations engagées à Washington, au mois d'août 1936, puis poursuivies à Bogota, capitale de la Colombie, ont abouti au mois de novembre à un accord de principe en vue de soutenir les cours du café. Cet accord a été signé par les représentants de tous les Etats producteurs de cafés de l'Amérique du Sud et de l'Amérique Central : Brésil, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Mexique, Salvador, Vénézuéla, Guatémala.

La conférence, réunie à Bogota du 5 au 11 novembre 1936, décida une avance des prix du Santos n° 4 à \$ 10,50 et du Médellin de Colombie à \$ 13 en disponible à New-York, avec faculté de décider, dans une nouvelle Conférence tenue à Washington, de porter les cours à 11 \$ et 13 \$ 50. Cette initiative correspondait théoriquement à une hausse de 1/ à 1 \$ pour les cafés de Santos et de 1 à 1 \$ 1/2 pour les cafés de Colombie.

La Conférence de Bogota décida, en second lieu, la création immédiate d'un Office pan-américain du café, ayant son siège à New-York, et chargé d'organiser des méthodes de défense des prix dans les pays producteurs

où elles n'existent pas encore et d'adopter une politique uniforme de soutien des cours.

L'office pan-américain, qui est entré en fonctions le 1^{er} décembre 1936, est dirigé par un Comité comprenant des représentants de tous les Etats intéressés. Les frais de gestion sont répartis à raison de 500 \$ mensuellement pour le Brésil, 250 \$ pour la Colombie et 50 \$ pour chacun des autres Etats. Le financement des opérations de l'Office sera couvert par les institutions bancaires des Etats affiliés.

La Conférence de Bogota et la création d'un Office pan-américain sont un événement d'une importance capitale. Pour la première fois est constitué un bloc des Etats producteurs ; le Brésil ne sera plus désormais le seul à faire les frais de la défense des prix, au profit de tous les pays intéressés. Il eût été souhaitable de voir les Antilles se joindre au bloc caféier américain.

En janvier 1937, le Département national avait annoncé son intention d'accélérer les destructions de café et d'atteindre le rythme de 100.000 sacs par jour, soit 30 millions pour l'année. Ce plan n'a pas été réalisé intégralement : les destructions en 1937 n'ont guère dépassé la moitié du chiffre annoncé ; elles ont atteint 16.150.154 sacs du 1^{er} janvier au 15 décembre.

L'annonce officielle du programme de destructions avait toutefois provoqué un violent mouvement spéculatif, favorisé par le mouvement haussier de toutes les matières premières, mais, dès le milieu du mois de février, la réaction a été encore plus brutale.

Ces événements ont provoqué la démission, le 1^{er} mars, de M. Pizo Sobrinho, président depuis le 5 novembre 1936 du Département national du café. Il fut rem-

placé par M. Jaime Fernandez Guedes qui, dès le 26 avril, céda la place à M. Fernandez Costa.

La récolte de 1937-1938 était estimée à 20 millions de sacs pour l'Etat de Saint-Paul et à 26 millions pour tout le Brésil. La récolte des pays divers était évaluée environ 12 millions de sacs. Les besoins mondiaux devaient être de l'ordre de 26 millions de sacs au maximum. Comme les pays étrangers allaient, comme les années antérieures, écouler l'intégralité de leur production, il ne restait du Brésil qu'un débouché extérieur d'environ 14 millions de sacs.

Le département du café prit, pour la récolte 1937-1938, les mesures suivantes. Il la divise en trois parts :

1° Une quote de sacrifice de 30 % du volume total de la récolte, à livrer au Département national contre une indemnité minime de 5 milreis par sac, représentant à peine les frais d'ensachage et de transport de la plantation à la gare.

2° Une quote de 40 % du volume total de la récolte à vendre au Département national du café au prix de 65 milreis, par sac ;

3° Une quote de 30 %, libre pour le commerce et l'exportation, tout en demeurant soumise à la réglementation des arrivages aux ports.

L'accord de Bogota n'a pas donné de résultats tangibles en 1937. Malgré la création de l'Office pan-américain du café et la réunion de deux nouvelles conférences à La Havane et à New-York, aucune mesure utile n'a pu être prise entre les Etats signataires de l'accord, ni même entre les deux principaux producteurs, le Brésil et la Colombie.

CHAPITRE XIV

LE RETOUR A LA LIBERTÉ DU COMMERCE DES CAFÉS

Le désappointement causé par l'échec des mesures prises pour la défense du café a provoqué au Brésil un profond malaise dans l'opinion et, de l'avis général, on prévoyait que l'élection présidentielle du 3 janvier 1938 amènerait fatalement un revirement dans la politique brésilienne du café.

Le président de la République, M. Getulio Vargas, sut mettre à profit le mécontentement de l'opinion. Le 10 novembre 1937, il décréta la dissolution du Parlement et l'abrogation de la Constitution fédérale de 1934, et instaura un nouveau régime à base corporative. Le coup d'Etat avait pour but de couper court, par un raffermissement de l'autorité de l'exécutif, aux menaces communistes ; mais M. Vargas eut l'adresse de se concilier l'opinion en décidant le retour progressif à la liberté du commerce des cafés.

Le 10 novembre, jour même du coup d'Etat, le président Vargas décida de supprimer les trois quarts environ de la taxe d'exportation et de revenir graduelle-

ment à un régime de liberté pour le commerce, tout en maintenant la réglementation de la dernière récolte.

La taxe d'exportation fut réduite de 45 milreis par sac de 60 kilos à 12 milreis, dont 4 pour ouvrir un nouveau crédit au Département national du café et 8 pour payer les intérêts et amortir le solde de l'emprunt de 20 millions de livres contracté par l'Etat de Saint-Paul en mars 1930. M. Vargas annonça même que la taxe d'exportation serait ultérieurement réduite à 8 milreis.

Le 14 novembre, le gouvernement brésilien rétablit la liberté des transactions en change pour les traites de café. Cette importante mesure a supprimé l'obligation pour les exportateurs de négocier 35 % de leurs traites à un taux de change officiel et 65 % au change libre.

Enfin le 23 novembre, le gouvernement a décrété d'abaisser de 3,5 milreis-papier à 2, par 60 kilos, la taxe intérieure, appelée « gold-tax » parce qu'elle était à l'origine de 1 milreis-or.

Au change du moment, la réduction de la taxe d'exportation représentait environ 54 francs par 50 kilos, et la réduction de la taxe intérieure, 2 fr. 50 environ. Le retour à la liberté du change, qui était faible, vint ajouter une nouvelle baisse au recul des prix intérieurs du Brésil exprimés en milreis.

Cet ensemble de mesures a provoqué l'effondrement des cours des cafés du Havre et de New-York. Quant aux marchés du Brésil, ils avaient été fermés par un décret du 3 novembre 1937.

Dans un discours prononcé au mois de janvier 1938, M. de Souza-Costa, ministre des finances du Brésil, a affirmé l'intention de son gouvernement d'abandonner la politique d'intervention et de ne pas tomber dans les

errements du passé. Les milieux caféiers ont interprété ce discours comme signifiant qu'aux yeux des dirigeants du Brésil, le seul moyen pour leur pays de reconquérir les marchés consommateurs est la baisse des prix.

Toutefois le gouvernement brésilien a précisé que la liquidation des stocks du Département National des cafés se ferait lentement, pour éviter de compromettre les intérêts du commerce privé, et que les pourcentages des récoltes ne pourraient être modifiés, si ce n'est dans des cas urgents. Il exprimait l'espoir que l'augmentation des exportations compense les sacrifices consentis sur les prix.

La politique du café du gouvernement de M. Vargas ne paraît d'ailleurs pas avoir une orientation bien définie. Les destructions de café continuent, bien qu'à un rythme un peu ralenti : 1.104.000 sacs ont été incinérés pendant le mois de janvier. Le total des cafés détruit depuis 1931, s'élève à 57.833.000 sacs.

Le gouvernement a repris aussi la politique des quotes : il a décidé de soumettre la prochaine récolte à une quote de sacrifice de 30 % au maximum.

Il envisage enfin d'établir une nouvelle réglementation à partir de mai 1938, pour les cafés de beaux classements, et ainsi, d'accélérer par un traitement privilégié, leur acheminement vers les ports. En effet, les pays consommateurs manquent de beaux classements du Brésil, auxquels les Etats-Unis et les pays du Nord de l'Europe peuvent fournir des débouchés importants.

CONCLUSION

Il est trop tôt encore pour apprécier le retour à la liberté du commerce des cafés, amorcé par la réduction importante de la taxe à l'exportation et par le rétablissement de la liberté des transactions en change. Ces mesures ont provoqué l'effondrement des cours et, sans doute, eût-on mieux ménagé les intérêts si complexes qui étaient en jeu par une transition plus lentement aménagée entre la politique de la défense permanente et celle de la liberté du commerce. En tout cas, la brutalité même de la coupure est un aveu de la faillite des errements suivis depuis une trentaine d'années par l'Etat de Saint-Paul, puis par la République fédérale du Brésil. Il sera intéressant pour les économistes, lorsque le recul du temps l'aura permis, de comparer les résultats de l'expérience tentée par le principal Etat producteur de café entre 1906 et 1937, et les résultats de l'expérience dans laquelle il paraît décidé à s'engager.

A l'heure actuelle, il convient de fixer le premier terme de la comparaison, en résumant les conclusions qui se dégagent de la politique brésilienne des valorisations et de la défense permanente du café.

Dans l'esprit des promoteurs de la valorisation des cafés, cette mesure était envisagée comme un expédient

provisoire, destiné à remédier à un engorgement momentané du marché causé par une récolte exceptionnelle. Le rapport de M. Augusto Ramos, qui fut le guide principal dans la voie où le Brésil s'est engagé en 1906, exprimait la conviction profonde d'un état normal d'équilibre, si l'on envisage une période d'un certain nombre d'années, entre la production et la consommation du café. L'abondance même d'une récolte entraîne l'épuisement des caféiers, et, par suite, de prochaines récoltes déficitaires. Quant à la consommation, la statistique, aux dires de M. Ramos, permettait d'envisager dans l'avenir une augmentation des débouchés d'environ 400.000 sacs par an en moyenne.

Dans l'ensemble, l'expérience des trois valorisations pratiquées par l'Etat de Saint-Paul a paru confirmer les prévisions optimistes de M. Ramos et, sans doute, si le gouvernement fédéral avait fourni avec plus d'empressement des moyens d'intervention à l'Etat de Saint-Paul, l'expérience de 1906 se serait-elle plus rapidement dénouée. Il faut toutefois convenir que la répétition, à quelques années de distance, d'opérations de cette nature, ébranle quelque peu la croyance en une rupture momentanée de l'équilibre, la foi en un état normal d'adaptation de la production à la consommation. Et surtout, des conjonctures exceptionnelles, comme les gelées de juin 1918, la guerre, la crise et la prospérité d'après-guerre, ont été pour la politique de valorisation un facteur imprévu de succès ; mais elles démontraient en même temps la fragilité de conceptions fondées sur les prévisions statistiques de données aussi incertaines que la production agricole et la consommation.

La période qui a suivi la valorisation de 1920 a

apporté un démenti à la thèse de M. Ramos. Le succès des trois expériences a inculqué au public et aux gouvernements la conviction que l'intervention valorisatrice possède une valeur intrinsèque, une vertu infaillible. Il était donc bien tentant d'appliquer un remède aussi commode, dès la première défaillance du marché. Mais en consacrant l'organisation de la défense permanente du café, le gouvernement pauliste puis les autorités fédérales, s'engageaient délibérément dans une voie toute nouvelle, et cessaient d'envisager l'intervention comme une mesure de caractère exceptionnel, justifiée par un état momentané du marché. N'était-ce pas défigurer l'idée première des promoteurs de la valorisation, et reconnaître l'inexactitude de leurs prévisions, de leur croyance en un état normal d'équilibre de la production et de la consommation ?

Les faits se sont d'ailleurs chargés de démontrer le danger des prévisions statistiques à longue échéance. Nous avons exposé les oscillations depuis 1906 de la production et de la consommation du café, le tableau statistique de leurs mouvements ne laisse l'impression ni d'une progression de la consommation constante et supérieure à celle de la production, ni d'une augmentation régulière, mais plus lente, de la production. Trente ans après le début de la valorisation, l'équilibre annoncé ne s'est pas encore produit. Le gouvernement de Saint-Paul, le Conseil national et le Département national du café ont été de plus en plus submergés par l'abondance des récoltes et l'accroissement des stocks, malgré les améliorations passagères de la situation produites par les récoltes déficitaires. Au 30 juin 1937, les stocks intérieurs du Brésil, comprenant : les cafés appartenant à

des particuliers et retenus dans les magasins régulateurs, les cafés du Département national libres, ou représentant le gage des banquiers, s'élevaient à 22.566.000 sacs, c'est-à-dire à peu près au montant moyen d'une année de consommation mondiale, et d'une année et demie de débouchés des cafés du Brésil.

Et encore les organismes de défense ont-ils fait procéder à des destructions massives, sans lesquelles le stock accumulé aurait compris 56 millions de sacs supplémentaires.

La politique de défense du café n'a donc pas résolu le problème qu'elle s'était proposé. Le maintien d'un certain niveau des prix du café ne pouvait être réalisé que par l'absorption des excédents produits et l'établissement de l'équilibre entre les récoltes et les débouchés. Les organismes de défense du café n'ont fait qu'ajourner la solution du problème et la rendre plus malaisée, par leur impuissance à assurer l'écoulement de stocks de plus en plus considérables.

Les autorités brésiliennes ont cependant tenté de stimuler la consommation extérieure par des mesures de propagande et par des bonifications. Nous avons montré le caractère illusoire des distributions de « bonus ». Le Brésil a dû y renoncer, comme à la propagande par publicité ou subventions, après avoir constaté la vanité de ces coûteuses mesures.

Si elles avaient pu avoir en elles-mêmes quelque vertu, leur efficacité était en effet contrebalancée par la hausse des prix, objectif de la politique brésilienne de défense, provoquée par la taxe à l'exportation. M. Augusto Ramos avait calculé que le monopole de fait du Brésil lui permettrait sans dommage de conserver ses

débouchés. Les faits n'ont pas confirmé cet optimisme. La hausse des prix des cafés du Brésil en a ralenti la consommation mondiale ; la part du Brésil dans les débouchés a diminué. Pendant les années 1910 à 1914, le Brésil fournissait en moyenne un peu plus de 13 millions de sacs sur un total de 17 à 18 millions. Les débouchés des pays divers ont passé de 3.847.000 sacs, en 1910-1911, à 7.140.000 en 1925-1926, dépassé 8 millions de sacs de 1928 à 1934 et atteint près de 9 millions et demi en 1932-1933 ; les exportations du Brésil n'ont monté que de 13.324.000 à 14.859.000 de 1910-1911 à 1934-1935 et, dans quatre années seulement, ont dépassé 16 millions. Le débouché des pays divers a donc à peu près doublé, tandis que le débouché brésilien a péniblement augmenté de 25 % dans les quelques meilleures années.

La politique de défense a donc eu pour résultat de favoriser la concurrence des pays producteurs étrangers aux dépens des planteurs brésiliens, grâce à la différence des prix, renforcée par des tarifs douaniers préférentiels souvent énormes au bénéfice des cafés coloniaux. Le développement de la culture caféière a pris de grandes proportions à Madagascar et au Congo belge. La production des colonies françaises a passé de 87.000 sacs, en 1913, à 500.000 environ. La production actuelle des possessions coloniales des diverses puissances peut être évaluée à 3 millions et demi ou 4 millions de sacs par an.

Les cafés des pays divers, grâce à la concurrence des prix qu'ils font aux cafés brésiliens ou aux privilèges douaniers, sont intégralement absorbés par la consommation. C'est, en définitive, le Brésil qui fait les frais de la défense des cours et est acculé à emprunter, à accu-

muler les stocks sans espoirs de les écouler, ou à les détruire.

Reste l'autre donnée du problème : l'offre, la production. Les autorités brésiliennes ont trouvé un moyen radical de réduire l'offre : détruire les stocks de cafés. Du 1^{er} juin 1931 au 31 décembre 1937, elles ont fait procéder à l'immersion ou à l'incinération de plus de 56 millions de sacs de 60 kilos. Cette mesure n'a pas été adoptée sans de très vives discussions. N'est-ce pas un procédé barbare de détruire en un instant le produit du capital et du travail lentement accumulés de l'homme ? On ne peut l'excuser que comme une opération chirurgicale répondant à une nécessité urgente, exceptionnelle et non comme une méthode permanente de maintien des cours.

La destruction des caféiers avait été envisagée par un groupement de paulistes, qui, vers la fin de l'année 1936, ont soumis un projet en ce sens aux autorités fédérales. Ils proposaient, en vue de réduire annuellement de trois millions de sacs la production brésilienne, de supprimer 500 millions de caféiers. Les planteurs auraient l'obligation de détruire 30 % de leurs arbres dans l'Etat de Saint-Paul, et 20 % dans les autres Etats, moyennant une indemnité fixée à 1.200 reis par pied dans l'Etat de Saint-Paul et à 800 reis dans les autres Etats. Cette indemnité serait payée sous forme de bons à quatre ans, portant intérêt à 6 % et garantis par un tiers du revenu de la taxe fédérale à l'exportation. De plus, toute plantation d'arbres nouveaux serait interdite jusqu'en 1940.

Ce projet de destruction des caféiers n'a pas eu de suite. Au contraire, dès 1902, le législateur avait frappé les nouvelles plantations d'une taxe prohibitive et plu-

sieurs dispositions ultérieures ont expressément interdit de créer de nouveaux plants. Cette mesure est le complément indispensable d'une politique de valorisation, car la hausse des prix a pour conséquence normale de stimuler la production. En elle-même, une telle disposition présente de sérieux avantages. Elle oriente les capitaux et la main d'œuvre vers d'autres activités et favorise le passage de la monoculture à l'économie diversifiée, beaucoup moins sensible aux oscillations des prix et de la balance du commerce. En arrêtant le nombre des caféiers à leur chiffre actuel, elle a éliminé un des facteurs d'accroissement d'une production déjà excessive. Mieux vaut évidemment empêcher de produire davantage que de détruire l'œuvre de la production.

Le gouvernement pauliste et le gouvernement fédéral ont cherché par diverses mesures à encourager l'amélioration des qualités. C'est un moyen efficace pour le Brésil d'éliminer la concurrence des cafés inférieurs et de reprendre sa suprématie d'autrefois sur les marchés étrangers.

Enfin les planteurs ont-ils retiré un avantage de la politique instaurée pour la défense de leurs intérêts ?

Les trois valorisations, favorisées par des circonstances exceptionnelles, ont raffermi les cours du café et assuré aux planteurs des prix rémunérateurs ; mais, c'est là un aspect dangereux du problème, la spéculation a porté les cotations à un niveau qui a étranglé la consommation et entraîné un effondrement brusque, cause de ruine pour de nombreux producteurs. Les autorités paulistes ont pris une part de responsabilité dans ces événements, qu'elles auraient pu prévenir en liquidant une partie de leurs stocks.

Pendant la longue période de défense permanente, l'action spéculative s'est aussi exercée, saisissant les moindres prétextes : bruits ou nouvelles relatifs aux récoltes, aux destructions, aux projets envisagés, etc..., pour profiter d'une situation rendue, par son incertitude prolongée, d'une extrême sensibilité. Les planteurs ont eu à supporter des taxes fiscales qui ont diminué leurs profits, et dont l'incidence sur les consommateurs est assez difficile à préciser, mais dont le poids s'allégeait avec la hausse des cours.

Ils ont trouvé dans l'Etat de Saint-Paul, puis dans les organismes fédéraux, un acheteur inespéré, sans l'intervention duquel les cours seraient certainement tombés, entraînant la ruine d'un grand nombre de planteurs. Mais cet avantage a été singulièrement réduit, lorsque le Département National du Café a imposé aux producteurs le prélèvement obligatoire d'une « quota » de leur production, à un prix représentant à peine les frais d'ensachement et de transport. C'est un véritable « sacrifice » que les planteurs ont été contraints de subir, pour la défense de leur propre cause, et l'effondrement des cours qui a suivi le changement d'orientation politique n'a pas réalisé la perspective de prix élevés que leur avait laissé entrevoir en compensation le Département du Café.

En résumé, la politique de défense permanente du café n'a pas atteint son objectif, parce qu'elle a entrepris une tâche de trop vaste envergure, à savoir la protection constante de la production du café, sur des données trop arrêtées dans l'absolu, d'après quelques statistiques antérieures. Les autorités ont sans cesse été dépassées par les événements, soit par l'état économique général du monde, soit plus simplement par l'abondance

imprévue d'une récolte. Les pouvoirs publics doivent tirer de l'expérience brésilienne une leçon de modestie. Si l'initiative des individus a besoin d'être appuyée par la collaboration de la collectivité, celle-ci ne saurait prétendre prendre en main, à titre permanent et exclusif, la défense des intérêts économiques.

Vu : le Président de Thèse,
Roger PICARD.

Vu : pour le Doyen,
L'Assesseur :
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris :
G. ROUSSY.

T A B L E S

TABLE I. — Production mondiale.

TABLE II. — Débouchés totaux réels du monde.

TABLE III. — Stocks et approvisionnements (fin de campagne)

TABLE IV. — Prix moyens.

TABLE V. — Fluctuations mensuelles des prix.

TABLE I. PRODUCTION MONDIALE (1)

(En milliers de sacs de 60 kgs.)

Campagne du 1 Juillet au 30 Juin.	Total Brésil.	Total Divers	Total Mondial
1911	10.848	4.182	15.030
1912	13.037	4.820	17.857
1913	12.131	4.894	17.025
1914	14.466	5.038	19.504
1915	13.471	5.288	18.759
1916	15.960	5.344	21.304
1917	12.741	5.635	18.376
1918	15.836	5.883	21.719
1919	9.712	6.008	15.720
1920	7.500	6.144	13.644
1921	14.496	6.425	20.921
1922	12.862	7.263	20.125
1923	10.194	7.331	17.524
1924	19.456	7.665	27.121
1925	10.915	7.740	18.655
1926	15.161	8.557	23.718
1927	14.663	8.317	22.980
1928	25.960	9.072	35.032
1929	9.734	10.004	19.738
1930	30.186	10.151	40.337
1931	16.240	10.218	26.458
1932	27.497	9.651	37.148
1933	15.249	10.860	26.109
1934	29.157	10.394	39.551
1935	17.913	10.566	28.479
1936	22.130	11.000	33.130
1937	26.585	11.977	38.562

(1) Renseignements statistiques empruntés à la revue "Le Café" de la Société Commerciale Interocéaniques.

TABLE II. DEBOUCHES TOTAUX REELS DU MONDE.

(En milliers de sacs de 60 kgs.)

Campagne du 1 ^{er} Juillet au 30 Juin	TOTAL MONDIAL		
	Brésil	Divers	Total
1911	13.324	3.847	17.171
1912	13.100	4.384	17.484
1913	12.936	4.187	17.123
1914	13.492	5.090	18.582
1915	16.861	4.807	21.668
1916	16.402	4.798	21.200
1917	12.181	3.835	16.016
1918	11.555	3.278	14.833
1919	11.325	4.643	15.968
1920	11.486	7.013	18.499
1921	12.436	6.026	18.462
1922	13.864	6.853	19.717
1923	12.959	6.203	19.162
1924	15.322	6.714	22.036
1925	13.682	6.824	20.506
1926	14.565	7.140	21.705
1927	14.276	7.022	21.298
1928	15.766	7.770	23.536
1929	13.890	8.361	22.251
1930	15.232	8.322	23.554
1931	16.546	8.545	25.091
1932	15.589	8.134	23.723
1933	13.356	8.492	22.848
1934	16.062	8.389	24.451
1935	14.859	7.822	22.681
1936	16.128	10.688	26.816
1937			25.000 (estimation)

TABLE III. STOCKS ET APPROVISIONNEMENTS. (Fin de campagne)

(En milliers de sacs de 60 kgs.)

CAMPAGNE DU I JUILLET AU 30 JUIN	BRESIL	DIVERS	TOTAL
I911	9.414	1.671	11.985
I912	9.351	1.654	11.005
I913	8.546	1.742	10.288
I914	9.511	1.806	11.317
I915	6.131	1.393	7.524
I916	5.689	1.396	7.085
I917	6.249	1.512	7.761
I918	10.530	1.245	11.775
I919	8.917	1.101	10.019
I920	4.931	1.770	6.701
I921	6.991	1.531	8.522
I922	6.989	1.604	8.593
I923	4.224	1.106	5.530
I924	3.766	1.260	5.026
I925	3.805	1.198	5.003
I926	3.354	1.110	4.464
I927	6.262	1.156	7.418
I928	3.916	1.389	5.305
I929	3.647	1.689	5.335
I930	3.934	1.639	5.573
I931	4.657	1.727	6.384
I932	4.622	1.880	6.502
I933	4.874	1.627	6.501
I934	6.353	2.173	8.526
I935	5.491	2.050	7.541
I936	5.724		
I937	1.564		

TABLE IV.

PRIX MOYENS

Campagne du 1 Juillet au 30 Juin.	NEW-YORK Type Rio U ^o 7 (Contrat A en cents LB.) -----		HAVRE Type Santos Good Average (En francs par 50 Kgs.) -----	
	Plus bas	Plus haut	Plus bas	Plus haut
1911	6.60	11.79	46	74
1912	11.04	15.08	68	90
1913	9.22	14.41	60	89
1914	8.13	10.75	55	73
1915	8.25	8.56	47	60
1916	8.92	9.69	50	76
1917	7.25	9.56	70	95
1918	6.70	8.84	93	109
1919	8.08	24.20	100	202
1920	13.00	23.14	177	340
1921	4.92	13.85	96	190
1922	5.89	10.60	103	193
1923	8.24	12.65	197	268
1924	8.05	15.03	185	530
1925	14.50	22.99	350	542
1926	15.85	20.60	450	920
1927	12.20	18.90	392	1160
1928	12.20	16.30	413	592
1929	14.89	17.35	453	589
1930	7.02	15.22	241	475
1931	4.41	7.20	180	290
1932	4.40	6.94	175	262
1933	5.25	8.10	123	288
1934	6.48	8.68	109	186
1935	4.71	7.30	106	185

TABLE V. FLUCTUATIONS MENSUELLES DES PRIX,
(Indication du plus haut cours)

	En 1936		En 1937	
	HAVRE Type Santos G.A.	NEW-YORK Type Rio	HAVRE Type Santos G.A.	NEW-YORK Type Rio
Janvier :	122	5.34	238	4.00
Février :	117	5.30	245	4.44
Mars :	117	4.97	228	4.52
Avril :	114	4.80	229	7.33
Mai :	119	4.71	233	7.32
Jun :	122	4.67	241	7.39
Juillet :	124	4.86	272	7.37
Août :	129	4.98	267	7.12
Septembre :	143	4.20	295	6.75
Octobre :	181	4.13	304	6.40
Novembre :	206	4.32	264	5.99
Décembre :	217	4.08	176	5.13

NOTA.- Il convient de corriger ces prix, en tenant compte de la dévaluation du dollar, en 1933, et des fluctuations du franc, depuis 1914.

BIBLIOGRAPHIE

- ANTHOUARD (d'). — Le progrès brésilien 1911. Situations économiques et financières de l'Union brésilienne.
- BLANCHECOTTE. — La valorisation du café et le change brésilien. — Thèse, Paris 1908.
- CIPRIANI. — La valorisation du café. — Thèse, Paris 1910.
- CONTY. — L'indépendance financière des Etats fédérés du Brésil. — Thèse, Paris 1926.
- DENIS. — Le Brésil au XX^e siècle, 1911.
- DERODE. — La valorisation brésilienne. — Thèse, Paris 1914.
- FAUCHÈRE. — Le café. Production, préparation, commerce, 1927.
- GUIMARAES. — Annuaire du Brésil économique et financier.
- HAUSER. — La paix économique, 1936.
- KERMAUS et LALIÈRE. — Le Café, 1931.
- JARDIN. — Le caféier dans l'Etat de Saint-Paul, 1909.
- LANEUVILLE. — Le café, 1900.
- LECOMTE. — Le café, 1890.
- MASSON-FORESTIER. — Les caisses de conversion et la réforme monétaire en Argentine et au Brésil. — Thèse, Paris 1913.
- RAMOS. — La valorisation du café au Brésil, 1901. — La situation caféière, 1931.
- REGRAY. — Bilan de production agricole. Café 1933. — Brésil. Café 1934.
- ROBLIN. — L'approvisionnement de la France par ses colonies, 1928.

TUROT. — La régie du café, 1908.

VIDAL DE LA BLACHE. — Géographie Universelle, t. VI. —
L'Amérique du Sud.

WALLE. — Le Brésil.

REVUES ET PERIODIQUES

MAURETTE. — Aspects de l'économie brésilienne. — Genève,
B.I.T., 1937.

DENIS. — La crise du café au Brésil. — Rev. pol. et parlem.,
juin 1908.

La colonisation au Brésil. — Rev. internat. de sociologie, juillet
1930.

Le Café et le Havre pendant la guerre. — Rev. d'Econ. Pol.,
1919.

La défense du café au Brésil. — Rev. écon. internat., 1930.

Bulletin du Comité technique de l'Alimentation, 1927 et suiv.

Bulletin de l'Institut de Café. — Sao Paulo.

Revue hebdomadaire. — Le Café, Le Havre.

Bulletin de correspondance de la Bourse du Havre.

Revue annuelle. — Le Café. Le Havre.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

CHAPITRE PREMIER

<i>Le problème de la surproduction du café</i>	11
Section I. — Augmentation de la production mondiale.	11
Section II. — Augmentation de la consommation mondiale	12
Section III. — La surproduction	13

CHAPITRE II

<i>La crise du café au Brésil</i>	17
Section I. — Place du Brésil dans la production mondiale du café	17
Section II. — Conséquences de la surproduction au Brésil	21

CHAPITRE III

<i>Influence du change sur la crise du café au Brésil</i>	25
---	----

CHAPITRE IV

<i>La loi prohibitive de 1902</i>	31
---	----

CHAPITRE V

<i>La valorisation de 1906</i>	35
Section I. — Projet du Gouvernement Pauliste	35
Section II. — Le convenio de Taubaté	37
Section III. — L'opposition à la valorisation	42
Section IV. — Action isolée du Gouvernement de Saint-Paul. — Consolidation de la valorisation.	45
Section V. — Consolidation de la valorisation	50

CHAPITRE VI

<i>Résultats de la valorisation de 1906</i>	53
Section I. — Effets de l'opération sur les cours	53
Section II. — Adaptation de la production à la consommation	55
§ 1. — Mouvements de la production	56
§ 2. — Mouvements de la demande. — La propagande.	59
§ 3. — Liquidation de l'opération	61
Section III. — Résultats de la valorisation pour les planteurs	62
Section IV. — La valorisation et les consommateurs... ..	64

CHAPITRE VII

<i>Les valorisations de 1917 et de 1921</i>	67
Section I. — La valorisation de 1917	68
Section II. — La valorisation de 1921	70

CHAPITRE VIII

<i>La défense permanente du café</i>	73
--	----

CHAPITRE IX

<i>La politique de l'Institut de Saint-Paul</i>	81
---	----

Section I. — L'Institut Pauliste	81
Section II. — La convention de septembre 1927	82

CHAPITRE X

<i>Résultats de la politique de défense jusqu'en 1930</i>	87
---	----

CHAPITRE XI

<i>Politique du Conseil national du café</i>	95
Section I. — L'Insurrection de 1930	95
Section II. — Le Conseil national du café	96
Section III. — Mesures diverses prises par le Gouverne- ment provisoire	98
§ 1. — Acquisition du stock de Saint-Paul par l'Etat fédéral	99
§ 2. — Impositions	100
§ 3. — La destruction des cafés	101
§ 4. — Réduction de la taxe à l'exportation	103

CHAPITRE XII

<i>La politique du département national du café</i>	105
Section I. — Création du département national du café	105
Section II. — Les bonifications	106
Section III. — La répartition des récoltes	108
Section IV. — Vérification des stocks	111
Section V. — Politique du département national du café	111
Section VI. — Le congrès caféier de 1935	112
Section VII. — Décisions prises en 1936	115

CHAPITRE XIII

<i>L'accord de Bogota</i>	119
---------------------------------	-----

CHAPITRE XIV

Le retour à la liberté du commerce des cafés 123

CONCLUSION 127

BIBLIOGRAPHIE 137



